

Une attaque armée du Palais de la Nation

Lire articles en pages 2 et 3.

THE SOFT

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1609 | LUNDI 20 MAI 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Vraie claquette

Le chaos, la douleur, la clameur,
le discrédit, le désaveu. La claquette et l'arrêt



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Une attaque du Palais de la Nation à la Gombe

Le bureau du Président de la République doit avoir un mur de protection sécurisé infranchissable



Les assaillants ont occupé dans la nuit de samedi 18 mai à dimanche 19 mai, entre 04:00' et 05:00' du matin, le cœur du pouvoir, le Palais de la Nation. DR.

Sous les cris de «In-genta», un cri de guerre en lingala qui signifie « qu'il en soit ainsi » que l'on entend régulièrement sur les réseaux sociaux des milieux de l'opposition armée de la diaspora, mais aussi de «Zaïre» brandissant le drapeau vert-jaune-rouge du régime de Mobutu, ils ont occupé brièvement, dans la nuit de samedi 18 à dimanche 19 mai, entre 04:00' et 05:00' du matin, le cœur du pouvoir, le Palais de la Nation, siège de la Présidence de la République situé le long du fleuve, en face de la ville de Brazzaville, dans le quartier sécurisé de la Gombe où nombre d'ambassadeurs occidentaux - États-Unis, Grande Bretagne, Allemagne, Belgique,

etc. - ont leurs résidences voire pour certains, le siège de leurs ambassades.

Peu avant de s'introduire au cœur du pouvoir, dans le lieu mythique où eurent lieu le 30 juin 1960 les cérémonies de proclamation de l'indépendance en présence du Roi des Belges Baudouin 1er, de son premier ministre Gaston Eyskens, du président Joseph Kasavubu, du premier ministre Patrice Émery Lumumba, ces assaillants avaient assiégé la résidence du Vice-premier ministre en charge de l'Économie, Vital Kamerhe Lwa Kanyinginy Nkanga, sur l'avenue Roi Baudouin, à une minute de là.

CIBLE RÉELLE ?

Quel lien entre cet assaut de la résidence du Vice-premier ministre en charge de l'Économie et «une tentative de coup d'état» dont font état diverses sources d'enquête dont le gé-

néral Sylvain Ekenge, commandant du Service de communication et d'information des FARDC qui s'est brièvement exprimé dimanche à la mi-journée parlant d'une implication des «étrangers et des Congolais», tous mis «hors d'état de nuire» et promettant d'y revenir avec plus de détails ?

«Après avoir été repoussés par la garde du Vice-Premier ministre en y laissant deux morts, les assaillants se sont rendus au Palais de la Nation», indique une autre source. «Une tentative de coup de coup d'état»? Et cela se passe par l'attaque de la résidence d'un privé, fût-il un homme politique de premier plan appelé à prendre le perchoir de la Chambre basse du Parlement très disputé avec deux anciens présidents de Chambre, Christophe Mboso N'Kodia Pwanga et Modeste Bahati Lukwebo au point d'être

contraints par le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo de s'affronter dans une primaire qu'il a gagnée haut la main? La résidence de Vital Kamerhe Lwa Kanyinginy Nkanga était-elle une cible ? Un coup d'état ne commence-t-il pas par viser un objectif principal, le principal aéroport du pays par exemple, la résidence du Président de la République, la radio-télévision nationale, des sites militaires? Vingt hommes armés peuvent-ils atteindre cet objectif tant vanté? Selon toute vraisemblance, ces personnes dont des étrangers pur sang - des Américains, d'autres disposant de passeports canadiens - venaient de Brazzaville et séjournaient depuis peu à Kinshasa. Ces assaillants avaient déjà tué au moins une personne dans le quartier de Delveaux dont ils auraient confisqué un véhicule, un Range

Rover, utilisé pour l'assaut.

UN AMATEUR?

N'étaient-ils pas connus et suivis par les services d'intelligence ? La frontière qu'est le fleuve serait-elle sous contrôle ou pas ?

Comment ces hommes ont-ils pu prendre si facilement le Palais de la Nation, allant jusqu'à y organiser dans le hall de la Rotonde pendant de longs moments une activité transmise en direct sur les réseaux sociaux ?

Le Palais de la Nation, siège de la Présidence de la République, ne devrait-il pas avoir un mur de protection sécurisé infranchissable par le premier quidam ? Des questions qui conduisent à des interrogations mais demandent des réponses.

Le meneur de cette opération qui apparaît, à l'analyse, comme un amateur et qui a laissé sa peau, serait un cer-

tain Christian Malanga Musumari.

Né le 2 janvier 1983, il s'agit d'un ancien officier militaire des FAZ, l'armée de Mobutu, reconverti en homme d'affaires dans le secteur de l'or avec des partenaires américains avec des tentacules au Mozambique. Réfugié aux États-Unis, dans l'État de l'Utah, Christian Malanga Musumari se lance dans la politique lors des élections de 2011 et crée un parti politique, UPC, le Parti Congolais Uni puis Nouveau Zaïre. Il vit entre les États-Unis et la Belgique. Il était également connu pour son activisme sur les réseaux sociaux où il s'affirme comme un homme violent parlant de changement de régime au Congo. Alors que le groupe d'hommes portant des tenues aux effigies du Zaïre et armés était dans le hall de la Rotonde au Palais de la Nation, un live sur sa page

Facebook montre Christian Malanga se faisant appeler «Président Malanga du Zaïre» par son fils, Marcel Malanga, 22 ans, adjoint de son père dans cette lutte. On entend sur une vidéo Christian Malanga Musumari s'adresser aux militaires, en lingala et en anglais, vanter le Zaïre, déclarer que «l'heure est arrivée», «qu'il faut que nous, soldats, prenions le pouvoir ; qu'on en a marre avec les policiers ».

Dans un tweet, l'Ambassadeuse des États-Unis à Kinshasa, Lucy Tamlyn se dit «choquée par les événements de ce matin et très préoccupée par les rapports faisant état de citoyens américains prétendument impliqués ». Elle appelle les autorités congolaises « qu'elles enquêtent sur ces actes criminels et tiennent pour responsables tout citoyen américain impliqué dans des actes criminels ».

ALUNGA MBUWA ■

Le témoignage glaçant de Hamida Shatur, épouse du Vice-premier ministre Kamerhe

Un témoignage glaçant de Mme Hamida Shatur, l'épouse du Vice-premier ministre chargé de l'Économie Vital Kamerhe Lwa Kanyiginyi Nkingi, relayé par des sites en ligne, montre qu'à ce stade, on en sait pas encore tout de ces événements survenus à Kinshasa dans

la nuit de samedi 18 mai à dimanche 19 mai. Ci-après : « Mon mari m'a réveillé en sursaut à 04:00' du matin pour m'annoncer que notre maison était encerclée par plusieurs militaires et que cela faisait un long moment qu'il entendait des tirs à l'arme lourde venant de l'extérieur. J'ai ré-
 alisé qu'un échange de tirs furieux avait

éclaté avec nos vaillants gardes. Les assaillants ont réussi à pénétrer dans notre parcelle, tirant sans relâche sur tout ce qui bougeait. Dans leur fureur, ils ont abattu deux de nos gardes. Un de nos hommes a tout de même réussi à neutraliser l'un des leurs, mais cela n'a fait qu'attiser leur violence. Ils ont même introduit un

drone pour repérer nos positions avant de lancer leur assaut. Pendant ce chaos, mon mari a réussi à joindre un de nos gardes par téléphone, qui lui a dit d'une voix tremblante : «Mokonzi, bazo luka nde yo. Batuni oza wapi. baza plus des 40 éléments lourdement armés». C'est à ce moment que j'ai compris que notre

fin était proche. Les tirs se sont intensifiés dehors, transformant notre maison en un véritable champ de bataille. Pendant près d'une heure, mon mari et moi sommes restés seuls à l'intérieur, entourés par l'horreur. Le renfort est finalement arrivé à 05:00' mettant fin à notre calvaire. Ils nous ont informé qu'après l'assaut

chez nous, les assaillants s'étaient dirigés vers le Palais de la nation. Le Seigneur nous a sauvés d'une attaque meurtrière où mon mari était la cible principale. En sortant de la maison, j'ai découvert avec effroi que notre parcelle ressemblait à un champ de tirs : des centaines de douilles jonchaient le sol, et les murs étaient

criblés d'impacts de balles. Le Seigneur nous a véritablement protégés, car nous n'avions aucune chance de nous en sortir vivants. Je loue ce Dieu qui avait libéré mon mari de la prison en son temps, et qui, cette nuit, a de nouveau envoyé son armée céleste pour nous sauver de la mort».

La vraie claque

Le chaos, la douleur, la clameur, le discrédit, le désaveu. La claque et l'arrêt. Retour au départ

Face au chaos, à la douleur, à la clameur, au discrédit, au désaveu, il ne restait que LA CLAQUE, la vraie. Puis l'arrêt, le retour. Fort dommage pour le pays... Pour le Congo.

Quelle image aura désormais de l'homme politique congolais ? Chaos entretenu du processus, douleur ressentie par les Congolais, clameur publique partout, discrédit populaire, désaveu public. Et la finale, LA CLAQUE. Puis l'arrêt de tout le processus. Retour au point de départ. Jamais le pays n'avait atteint un tel niveau des abîmes ! Certes, sous Kabila fils, des caciques du régime avaient pu aussi s'amuser. Chacun avait rêvé qu'il serait le dauphin, l'homme de la succession, lui, lui seul, nul autre, après des assurances reçues de toutes parts et de Kabila fils lui-même, nombre de ces caciques ont mobilisé des millions de \$US, recruté des équipes

de campagne dans tout le pays parmi les personnalités politiques manipulables, commandé des tonnes de matériel de campagne en Chine et ailleurs, appâté le discours, etc. Il ne restait plus que le go... Mais ce fut le tonnerre !, le choix était porté ailleurs. Vint la débâcle. La grande débâcle... Chacun était tellement sûr qu'il serait le futur Président du pays que tous - ou les plus idiots - avaient oublié de déposer auprès des BRTC, les Bureaux de Réception et de Traitement des Candidatures, les documents de candidature à la députation nationale. Horreur ! Ils étaient tous morts politiquement, certains abîmés physiquement. Il n'y avait plus rien à faire... Sauf l'ultime tentative. L'incroyable forcing. Via la Cour Constitutionnelle, une cour sous son juge président Benoît Lwamba Bindu totalement acquise au pouvoir. Il suffisait d'y remettre le dossier et la Cour faisait le travail à tout prix : faire parvenir le dossier à

la CÉNI de Corneille Nangaa Yobeluo et la Commission Électorale Nationale... Indépendante accusait bonne réception. Sauf qu'hier, les réseaux sociaux n'étaient pas comme aujourd'hui, les influenceurs n'avaient pas vu le jour, ni des collectifs de médias n'étaient organisés ou structurés.

COMMENT A-T-IL PU FAIRE ÇA ?
 Hier, on pouvait encore agir. On pouvait encore s'amuser. Rien de tel aujourd'hui où tout se sait, où aucun secret n'existe plus... Le præsidium de l'Union Sacrée de la Nation avait-il oublié que l'époque n'était plus la même, que nul ne pouvait plus s'amuser

comme hier sans être pris la main dans le sac ? Comment a-t-il pu faire ça ? Se distribuer des postes passe, mais les confier chacun qui à son fils, qui à sa sœur, qui à soi-même et à personne d'autre, est insoutenable. Mais que reste-t-il du sacro-saint principe de poids politique ? Comment imaginer qu'un candidat ait pris la course avec une étiquette (un parti politique, un regroupement politique qui l'a inscrit sur une liste, a payé sa caution légale, a disposé des moyens, etc.) et que celle-ci se retrouve le lendemain privée de ce candidat désormais élu du peuple parce qu'une autorité en a décidé ainsi ?

Quelle existence laisse-t-on aux partis politiques, qui sont le fondement de la démocratie ? Si le coup de massue a marché hier avec l'incroyable et historique effondrement de la majorité parlementaire de Kabila, sous Kabila sans voix, muet, qui bascula en plein mandat et hors élections, a-t-on pensé que ce coup pouvait se rééditer indéfiniment ? Ceux qui hier ont été à la manœuvre ou en ont tiré profit, ne se sont-ils pas trompés d'époque en voulant tenter un nouvel exploit aujourd'hui ? Peut-on faire la politique et avoir les yeux fermés sur le temps qu'il fait ? On comprend la colère exprimée vendredi 17 mai par le président de la Ré-

publique en s'adressant à 406 Députés de sa majorité, celle de l'USN, devant ce præsidium, devant une quarantaine de chefs de partis et regroupements politiques. « Si les tumultes politiques actuels autour des postes du bureau définitif persistent, si ces mauvaises pratiques persistent, je n'hésiterai pas à dissoudre l'Assemblée nationale et à renvoyer tout le monde à de nouvelles élections », a-t-il déclaré haut et fort. « Nous devons faire de ces défis nos priorités. J'appelle à l'éveil de votre conscience collective », a-t-il poursuivi. Le président de la République a invité ces ténors de sa majorité parlementaire à « privilégier les intérêts de

la Nation impatiente de vivre un changement social ». Au terme d'une causerie morale historique, il a annoncé le report à une date ultérieure de l'élection du bureau définitif de l'Assemblée nationale initialement prévue pour le samedi 18 mai, en attendant la recomposition du ticket de la majorité parlementaire aux postes du bureau définitif de l'Assemblée nationale à la base des discordances. Sauf que la recherche du consensus entre le præsidium et les chefs de partis politiques et de regroupements annoncée et qui a eu lieu le lendemain 18 mai n'a rien donné. La crise persiste...
 D. DADEI

LA PRÉCISION DU FAIT
 LA RECHERCHE DU DÉTAIL
 LA PUISSANCE DU VERBE
 LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international
 SINCE 1989

Les Mobondo ne lâchent pas prise, quatre trouvent la mort dans le Kwilu

Les Mobondo veulent migrer de l'espace Kwango-Mai-Ndombe vers le Kwilu où quatre d'entre eux ont été tués et un autre capturé par la population locale. Ces événements se sont déroulés vendredi 17 mai au village Mubenga, dans le territoire de Bagata, en province du Kwilu. Selon l'administrateur de territoire, Amedé Mbangambuma, « la population a décidé de se prendre en charge face aux attaques de ces miliciens ». Il a indiqué que ces assaillants sont visibles dans plusieurs autres villages du territoire de Bagata où ils opèrent au vu et au su de la population. « À Mubenga, la population était très mobilisée et dynamique et les jeunes gens ont mis à mort quatre de ces assaillants Mobondo. Ils ont arrêté l'un de ces hommes qu'ils ont amené à Fatundu, chef-lieu du secteur de Wamba », a poursuivi Amedé

Mbangambuma. L'autorité politico-administrative a demandé aux autorités militaires de renforcer les dispositifs sécuritaires dans ces coins. « Nous demandons aux autorités militaires de nous renforcer des éléments des FARDC et des éléments de la police nationale congolaise de faire régner la sécurité dans notre territoire. Surtout du côté de notre frontière avec la province du Kwango où la population est en train de souffrir ». Ces assaillants ont quitté le Kwango, vers Matokoy et commencent déjà à agresser la population de Bagata, où ils mènent plusieurs opérations aux environs de Bukanga Lonzo. Mardi 14 mai, au village du Parking BRB, à Kwamouth, six personnes ont été blessées à la suite des altercations survenues entre la population et des Mobondo. Selon des sources, la population a cherché à déloger ces assaillants de cette localité,

où ils ont érigé une barrière. Le village Parking BRB s'est vidé de sa population après ces affrontements. Le chef du village voisin de Kimomo Stany Libie a confirmé cette information en appelant à une intervention urgente du gouvernement. Il a expliqué que ces combats sont la conséquence des tracasseries perpétrées par des Mobondo. « Les miliciens ont tiré des balles de calibre 12, et on a enregistré six blessés, entre autres, l'infirmier titulaire de Kikongo. Nous demandons aux autorités du pays de prendre en charge cette situation ». Pour sa part, le député national de Bagata, Garry Sakata a exigé que des dispositions sécuritaires adéquates soient prises pour stopper ces violences. « Les Mobondo continuent toujours à semer le désordre et la panique dans le secteur de Wamba. Nous demandons aux gouvernements national et provin-

cial de se rendre sur le site de conflit en vue de permettre à la population civile de vaquer librement à ses occupations, parce qu'au moment où je parle, le village est totalement vidé ». Le président de la société civile du territoire de Kwamouth, Martin Suta, a indiqué que les miliciens Mobondo maintiennent leurs positions dans les villages occupés et dans les forêts à proximité de Kwamouth. Il faut souligner que samedi 6 avril dernier, une cérémonie présidée par le président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a eu lieu au chapiteau de la cité de l'Union Africaine au cours de laquelle les deux communautés Teke-yaka ont signé un acte d'engagement global et inclusif pour la paix et la stabilité dans les provinces de Mai-Ndombe, Kinshasa, Kwango, Kwilu et Kongo Central. Cet accord apparemment n'a pas eu d'effets positifs.

Les FARDC avancent même si Paris fait montre de duplicité

Selon un notable du territoire de Masisi joint samedi 18 mai par un média, les collines surplombant la localité de Kashuga, Misinga et Ibuga, sont repassées entre les forces loyalistes FARDC et Kazalando ont lancés sur les positions des rebelles tôt samedi au cœur de Kashuga Centre.

Ces sources affirment que jusqu'à la mi-journée de samedi, les combats se poursuivent encore, laissant entendre des détonations d'armes lourdes et légères. Les sources rapportent que depuis trois jours, les FARDC et leurs alliés mènent des opérations d'envergure pour déloger les rebelles de cette région qu'ils occupent depuis plusieurs semaines. Cependant, d'autres sources à Matanda et Kanyabayonga confirment que Kibirizi-Rwindi et Vitshumbi restent sous occupation des rebelles malgré plusieurs tentatives menées par les FARDC. Les forces loyalistes ont attaqué mercredi 15 mai, à partir de l'enclave de pêche de Vitshumbi. Selon les sources locales, l'armée est déterminée à déloger les rebelles qui tentent de résister. Il faut rappeler que la visite officielle à Paris qu'a effectuée le président congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshisekedi a donné quelques lueurs d'espoir.

Lors de la conférence de presse commune animée mardi 30 avril 2024 sur le perron de l'Élysée avec son homologue congolais, le président Emmanuel Macron a prononcé une phrase qui marquait un changement d'attitude de la part des dirigeants français, européens, américains. « Rien ne doit être exclu », a-t-il déclaré s'agissant du Rwanda et de l'agression de ce pays à l'Est. Une phrase très forte appelée à rester à jamais gravée dans la mémoire des Congolais. Mais le 16 mai, une délégation des RDF, les Forces de défense rwandaises, dirigée par le Brigadier Général P. Karuretwa, a conclu une deuxième réunion de la Commission Militaire Conjointe avec l'État-Major français. Les deux parties ont examiné l'état de leur coopération en matière de défense et ont signé une nouvelle feuille de route qui guidera la coopération bilatérale entre les deux nations jusqu'en 2025. Depuis la reprise des relations diplomatiques en 2021, Kigali et Paris avancent rapidement dans leur coopération, un rapprochement qui suscite des interrogations sur la sincérité de la position française vis-à-vis du Congo. Lors de cette conférence de presse, le président français avait exhorté Kigali à « cesser tout soutien » aux rebelles congolais du M23 et à « retirer ses forces » du Congo. « La France ne transigera jamais sur l'intégrité territoriale

et la souveraineté de la République démocratique du Congo », avait déclaré Macron lors de cette conférence de presse.

« Cependant, ces déclarations contrastent fortement avec les actions concrètes de la France. Tandis que Macron affiche un soutien public à la RDC, la signature d'une nouvelle feuille de route militaire avec le Rwanda révèle une duplicité préoccupante. La coopération renforcée entre Kigali et Paris, symbolisée par cette nouvelle étape, intervient dans un contexte de tensions régionales et de défis sécuritaires majeurs pour la RDC. Sous le double mandat de Macron, Paris a opéré un rapprochement historique avec Kigali, en reconnaissant les « responsabilités lourdes et accablantes » de la France au Rwanda pendant le génocide des Tutsis de 1994. En 2021, Macron a visité le Rwanda et un ambassadeur français a été nommé à Kigali après six ans d'absence. Malgré les déclarations de Macron sur la nécessité pour le Rwanda de retirer ses forces de la RDC, la France continue de renforcer ses liens militaires avec Kigali. La nouvelle feuille de route militaire signée avec les Forces de défense rwandaises en est une illustration claire. Cette contradiction entre le discours et les actes de la France révèle une duplicité qui mine la confiance de la RDC en ses alliés occidentaux », écrit le site d'information polytipc.cd.

Au Haut-Katanga, des feuilles de cathode tentent de passer le péage de Kanyaka

Un camion transportant des feuilles de cathodes de cuivre a été intercepté par la brigade anti-fraude au poste de péage de Kanyaka sur l'axe Lubumbashi-Kasumbalesa, au Haut-Katanga.

« Ce camion transportant frauduleusement des feuilles de cathodes de cuivre que nous avons intercepté, était en partance vers l'extérieur du pays, via le poste frontalier de Kasumbalesa », a déclaré Philippe Kibawa, coordonnateur de la Brigade anti-fraude. Selon Philippe Kibawa, les personnes qui convoient la cargaison de ces minerais, n'avaient pas en leur possession

des « documents de routine de traçabilité exigés au point de contrôle ». Le camion intercepté a été ramené au gouvernorat de province du Haut-Katanga, mercredi dernier, mais son conducteur et son convoyeur se sont évaporés. Le coordonnateur de la brigade anti-fraude a martelé sur la nécessité de décourager cette pratique devenue récurrente, en dénonçant notamment leurs auteurs devant la justice afin qu'ils répondent de leurs actes. D'après Philippe Kibawa, si cette pratique persiste, elle pourrait asphyxier l'économie du Haut-Katanga. C'est pour la quatrième fois depuis le début de l'année 2024 que des voleurs

de minerais de cuivre sont interceptés. Philippe Kibawa s'est dit convaincu que cette pratique est organisée par un réseau des mafieux, qui inclut des complices travaillant dans les usines de production des feuilles de cathodes de cuivre en province. « Ce sont

plusieurs acteurs qui interviennent dans cette mafia. Je demande aux délinquants fiscaux et aux détournateurs, dont les opérateurs économiques et autres acteurs qui se lancent dans cette mafia organisée, de ne plus s'adonner à ce genre de pratique »

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international

SINCE 1989

Quelle réponse contre le Rwanda

Mille fois, le Président de la République a usé de mots forts, inattendus par le Congo à l'égard du Rwanda. Lors de la campagne électorale à son meeting à Bukavu, à la frontière rwandaise, comme dans la Capitale Kinshasa, en fin de campagne, lors du meeting, il s'est poussé plus loin encore. A Bukavu, il avait traité publiquement Paul Kagame d'Adolf Hitler lui promettant le sort réservé au chancelier de l'Holocauste.

À Kinshasa, il avait juré qu'à la moindre escarmouche, il déclarerait la guerre au Rwanda après avoir sollicité et obtenu l'autorisation des deux Chambres législatives ; qu'il n'avait nullement besoin d'envoyer des troupes au sol puisque les FARDC, Forces Armées congolaises, grâce à une nouvelle puissance de feu acquise, pouvaient désormais frapper le Rwanda depuis le Congo. Lors de son tout récent déplacement en Europe, en Allemagne, en France, en Belgique, le Chef de l'État n'a pas été plus tendre à l'égard du régime rwandais. Sur la chaîne allemande DW, la Deutsche Welle, dans une interview au quotidien conservateur français Le Figaro, à la chaîne commerciale conservatrice française LCI, face au journaliste de père iranien et de mère suisse, Darius Rochebin, certainement le plus suivi des chaînes de télévision françaises d'informations en continu, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est resté très coriace même s'il a fait savoir que contacté par des partenaires de son pays, il avait décidé de donner une chance - mais «la dernière» - à la paix. Sur la DW, sur une rencontre éventuelle avec Kagame : « Il y a



La puissance de feu inspire le respect. Seule la puissance fait face à la puissance. DR.

maintenant une tentative que nous, nous estimons être de la dernière chance. Et moi (...), je donne la chance à la paix. Le plus possible». Au Figaro, sur la guerre avec le Rwanda : « Bien sûr, qu'une guerre est possible, je ne vous le cache pas. Mais je veux reculer cette échéance le plus loin possible car je préfère mettre toute notre énergie et nos richesses au profit du développement des 145 territoires de la RDC plutôt que dans l'effort militaire ». Pays agressé depuis trente ans par ses voisins, en tête le Rwanda (deux marches sur la Capitale, la première de l'Afdl de 1996 à 1997, la deuxième du RCD de 1998 à 2006 qui tenta en vain de s'emparer du pouvoir à Kinshasa, plusieurs groupes armés pro-rwandais, CNDP, M23, AFC), conflit qui a fait dix fois plus de morts au Congo que le génocide rwandais, 7 avril-17 juillet 1994, le président de la République peut-il/ va-t-il passer de la parole aux actes ? Certes, il faut se remémorer ses paroles ci-après : «Moi, je donne la chance à la paix. Le plus possible». Lors des ren-

contres avec ses compatriotes à Kigali et devant d'autres instances, Paul Kagame se moque du Congo dans ses prises de parole publiques. Il déclare que des dirigeants qui ne savent/ne peuvent pas donner à manger et à boire à leur population, comment sauraient-ils attaquer un autre pays et avec quels moyens, suscitant des ovations.

LA CRÉDIBILITÉ MISE EN DOUTE.

Si le Congo est de loin naturellement plus riche que le Rwanda - son sol, son sous-sol, son étendue géographique, sa population - même s'il est connu comme le pays qui mit fin à la première offensive de l'ancien groupe armé rebelle rwandais, le FPR, Front Patriotique Rwandais, venu de l'Ouganda pour s'emparer du pouvoir à Kigali aux mains des Hutus majoritaires dans le pays, neutralisant le chef du FPR, Fred Rwigema, dès le deuxième jour du lancement le 1er octobre 1990 d'une offensive qui marque le début de la guerre civile rwandaise, le Congo dispose-t-il aujourd'hui de la même puissance militaire qu'en 1990 ?

La mort dans les combats de Fred Rwigema, né Emmanuel Gisa, l'un des fondateurs du FPR, considéré au Rwanda comme un héros, fut une tragédie pour les rebelles Tutsis. Le FPR/APR s'arrêta net, reparti d'où il était venu mais en rappelant des États-Unis, sur ordre du président ougandais Yoweri Museveni, l'alors jeune Tutsi Paul Kagame qui stoppait son stage de commandement militaire à Fort Leavenworth, au Kansas. Des biographes du dirigeant rwandais renseignent que porté à la tête du FPR, Kagame connu des victoires comme des défaites. S'il négocie les accords d'Arusha, en Tanzanie, avec le pouvoir Hutu en vue de mettre un terme à la guerre civile, il opte pour la stratégie de fight and talk (faire la guerre et le dialogue en même temps avec ses ennemis). Peu avant ces négociations et alors qu'il se rend mi-septembre 1991 à Paris, Kagame est arrêté pour terrorisme. Il revenait d'une réunion avec deux conseillers du gouvernement français en charge de questions africaines à l'Élysée, Jean-Chris-

tophe Mitterrand et Paul Dijoud.

« Les accompagnateurs du major Kagame, qui circulaient avec des valises de billets, s'étaient fait repérer par la police et ont été arrêtés, sans que le Quai d'Orsay en ait été averti, puis libérés le soir après l'intervention du ministre des Affaires étrangères », confie Paul Dijou. Paul Kagame affirme que ce conseiller de l'Élysée l'avait averti que s'il n'arrêterait pas les combats au Rwanda, tous les siens seraient massacrés. Mais l'attentat en 1994 contre l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana, de retour des négociations d'Arusha, accélère les progrès du FPR vers la victoire militaire et cela survient malgré un nombre d'hommes inférieur (15.000 contre 50.000 pour le pouvoir) et des moyens militaires plus limités. Cet épisode de l'histoire du Rwanda, le fight and talk, des menaces occidentales qui n'empêchent pas la prise du pouvoir, fonde-t-il la stratégie rwandaise au Congo ? Comment expliquer qu'alors que deux Capitales parmi les plus importantes à Kigali, Paris et Wash-

ington, changent de ton en montant en première ligne contre la guerre au Kivu, que les militaires rwandais continuent d'être présents sur le territoire congolais aux côtés du M23 et de l'AFC et que, pire, ils viennent à larguer des bombes trois fois de suite à ce jour dont les plus tragiques sont celles lâchées le 3 mai sur Mugunga, dans la périphérie de Goma, sur un camp de déplacés de guerre, tuant quatorze personnes dont des enfants, en blessant une trentaine ? Comment un pays qui vit de l'aide internationale peut-il continuer à boucher ses oreilles face à ses pairs africains et face aux États-Unis ?

Après l'attaque de Mugunga, le porte-parole du département d'État, Matthew Miller a accusé nommément des forces armées rwandaises, l'armée régulière, ainsi que le M23 pro-rwandais. « The U.S. strongly condemns the attack today from Rwanda Defense Forces and M23 positions on the Mugunga camp for Internally Displaced Persons in eastern Democratic Republic of the Congo. It is essential that all states respect each other's sovereignty and territorial integrity ». - Matthew Miller, @ StateDeptSpox, May 3, 2024.

Jamais auparavant, Washington n'avait aussi précisément fait mention d'une implication directe du régime de Kagame dans la guerre au Congo. Cela en dit long sur la suite des événements ? Certes, la porte-parole de Paul Kagame, Yolande Makolo, a reçu les mots du pouvoir en qualifiant la déclaration américaine de «ridicule» et d'«absurde» attribuant ces bombardements aux rebelles Hutus des FDLR, les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda et aux milices Wazalendo qui, explique-t-elle,

sont soutenues par les forces armées congolaises. «This is ridiculous Matthew, how do you come to this absurd conclusion ? The RDF, a professional army, would never attack an IDP camp. Look to the lawless FDLR & Wazalendo supported by the FARDC, for this kind of atrocity», @YolandeMakolo May 4, 2024. Viendra, viendra pas cette réponse militaire musclée de Kinshasa ? Qu'elle mette du temps ou pas, et même si la paix est préférable à la guerre, une vérité s'impose aux yeux de tous : aucun Congolais ne comprend/ne comprendra une absence de réponse de Kinshasa. Tout dans la vie est question de puissance. Que cela prenne du temps ou pas. Mais on ne frappe pas partout. Pas n'importe où. Pas n'importe comment. Pas n'importe quand. Le droit international veille. S'il faut frapper, il faut s'assurer de tout, disposer d'alliés. C'est le cas d'Israël à Gaza. Il y a occasion et opportunité. Reste cette phrase de Macron prononcée le 4 mars 2023 à la conférence de presse commune du Palais du Peuple avec le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Qui glace le sang... « Depuis 1994 - pardon de le dire dans des termes aussi crus - vous n'avez jamais été capables de restaurer la souveraineté ni militaire, ni sécuritaire, ni administrative de votre pays. C'est une réalité. Il ne faut pas chercher des coupables à l'extérieur, dans cette affaire ». Macron n'est pas le seul dirigeant du monde à penser ainsi. Pour l'honneur et la dignité du Congo et des Congolais, s'il faut reculer l'échéance de la réponse, il faut aller à la réponse.



De Mobutu à Tshisekedi

Une histoire du Congo

par Tryphon Kin-kiey Mulumba

Avait-il un cœur d'artichaut? Qui ne connaît Ngundu Koyi n'est pas du pays Mbala de Masimanimba. Ngundu Koyi ou Ngundu Sala Koyi, ce territoire du lion ! Pas une chèvre n'y allait brouter l'herbe sans se trouver face au félin ! Pas un membre de la gent féminine ne pouvait lui résister sur son territoire !

Longtemps, j'ai abhorré ce surnom donné à mon père par la contrée. Il semble qu'au gré de nos déplacements dans les secteurs de Kitoy et de Mokamo, Joseph Kinkiey « Ngundu Koyi/Ngundu Sala Koyi » fit des conquêtes tant il fascinait ! Avait-il un cœur d'artichaut ? À mon père, je ne connaissais que deux épouses. Originaire du village de Kindundu dans le secteur de Kitoy, Marie-Louise Ngamaboko est ma mère. Deuxième de ses enfants, je compte Charlotte, ma sœur aînée et Jean, mon frère cadet. Je compte des petites sœurs, Josée, Claire, Sophie, Léonie, Bébé. Je compte deux demi-sœurs, Jacqueline et Valentine et un demi-frère Grégoire, l'aîné de trois garçons. Je suis le deuxième de ces garçons. Nous avons grandi dans une famille fusionnelle. Les deux épouses de mon père s'entendent comme larons en foire. Marie-Louise appelle « Ya » (aîné/e en langue Mbala) l'autre épouse issue du village de mon père, Pukusu, dans le Mokamo. Si mon père choisit Marie-Louise comme celle avec qui



Le système électoral congolais se trouve au cœur d'un débat récurrent. DR.

il achève sa vie, les enfants nés du premier lit restent à la maison. Au fond, je ne me souviens pas avoir assisté à une montée de fièvre chez nous. Joseph Kinkiey est agent à la C.K.É, la Compagnie du Kasai et de l'Équateur, une société belge qui produit et exporte de l'huile de palme. Sur la noix cueillie dans des palmeraies quand des villageois montent par une corde sur le long tronc lisse de l'Élaeis d'où ils détachent le régime de fruits, les Belges s'appliquent à construire une toile d'araignée à même de démarrer le développement. En ces années-là, Kitoy et Mokamo comptent un réseau de transport, des pistes carrossables, des ponts et des bacs, des camions d'évacuation, une flotte de barges, des usines de transformation, des écoles, des centres de santé, des plantations d'élevage, des abattoirs, des chambres froides, des magasins de commerce général, etc. Si les contraintes, les abus, les conflits fonciers sont légion, le palmier à huile fait de la

C.K.É la Gécamines du pays Mbala. Sur le continent africain, le Congo est alors le premier exportateur d'huile de palme et, au monde, le deuxième après les Indes. Ngundu Koyi/Ngundu Sala Koyi est chef magasinier à la C.K.É. Il est rare qu'en deux ans, mon père ne quitte pas un centre commercial pour un autre. Si ce perpétuel tour dans la contrée ne facilite pas la scolarité des enfants, il assoit la famille dans l'imaginaire collectif. Nul doute, mon parcours à venir tire profit de ce nom que je porte : Tryphon Kin-kiey Mulumba, fils de magasinier. Mes amis me regardent avec envie. Ils croient que chez nous, on ne meurt jamais de faim ; que la sardine et le bœuf en conserve, la morue séchée et la sauce tomate, des aliments à succès des chaînes alimentaires belge, grecque et portugaise, qui font défaut dans d'autres maisons, sont à notre portée. À dire vrai, cette posture est loin d'être fautive. C'est le lieu de dire ma pleine reconnaissance à mon père

Joseph et à mère Marie-Louise.

JE SUIS FILS DE MASIMANIMBA.

Je suis né à un poste C.K.É, juché sur la colline qui surplombe Moshi, la rivière qui sépare Kindundu de Kindambi. Un 4 septembre ? Tout jeune, j'ai retrouvé une carte de naissance tellement abimée. J'ai pris acte. C'est à Kindambi, dans le territoire de Masimanimba familièrement appelé Masi que Joseph fait connaissance de Marie-Louise qui deviendra sa compagne de vie. Grand-mère Gona n'a eu de cesse de me raconter certains soirs quand il m'arriva de passer des vacances chez elle, comment elle s'enflamma à la vue de cet étranger à la peau claire et à la voix de baryton et comment elle flancha quand il lui demanda si elle accepterait de devenir sa belle-mère. Grand-mère n'a que des belles histoires sur ce bel homme venu d'ailleurs... Hélas ! Kindambi, peu à peu, disparaît de la carte. Aujourd'hui, en me rendant à la cité de Kitoy, le chef-lieu

du secteur du même nom, je m'aperçois que les cinq ou six maisons de paille restées en place se vident chaque jour de leur population. C'est toujours quatre ou cinq femmes couvertes d'un pâle pagne portant chacune un bébé et une multitude d'enfants de même taille qui accourent vers mon véhicule à chaque fois que je passe. En chants et danses, ils scandent sans arrêt « Kinkieyi, Kinkieyi, Kinkieyi, Kinkieyi, Kinkieyi ». Une façon de me dire que je suis l'un des leurs ? Un geste de reconnaissance qui m'émeut et qui fait que je ne peux passer sans m'arrêter. Je me demande toujours si ces enfants savent qui je suis ou s'ils savent que je suis aussi de ce village tombé en ruines et si leur chant n'est pas une interpellation. Marie-Louise Ngamaboko est issue d'une grande famille unie. S'il arrive que le bon vivant Joseph Kinkiey se déleste de ses charges de père, sœurs, frères, cousins, cousines de ma mère et ma grand-mère me prennent

tellement nombreux. Je n'oublierai jamais et je me rappellerai à jamais Ma Miyambi, Ma Nsiasa, Ma Membila, Ma Suzanne, Ngwashi Kabemba, Ngwashi Martin, Ngwashi Mubalu, Ngwashi Munyonga, etc., des personnes que j'ai tant aimées. Au fond, je dois aussi ma réussite à cette fratrie. A-t-elle senti, dès le départ, que je serais la chance de la famille ? A tour de rôle, chacun m'accueille chez lui et s'assure que rien ne me manque. Je suis reçu dans chacune de ces familles comme membre à part entière. Je leur dois vraiment toute ma reconnaissance. Ngwashi Martin va jusqu'à extraire de sa valise ses plus belles chemises de couleur blanche pour me les offrir. Malgré nos fréquents déplacements, je sais, à chaque instant, où je me rendrai en congé de Pâques ou à celui de Noël et où j'irai passer les grandes vacances. Au rythme de ces mutations, j'ai bourlingué à Kalonda, Saka, Kitoy, Mokamo, Yasa, etc., dans ce pays Mbala, Yansi, Ngonogo, Songo, Wungana, Suku, etc. Mais, au fond, j'avoue être un produit de la Congrégation des Frères Joséphites de la mission catholique de Kinzambi, dont le siège est à Kinzambi à un jet de pierre de Kikwit, la grande ville du Kwilu. Une Congrégation fondée le 24 septembre 1937 par un missionnaire jésuite belge, le père Joseph Guffens. C'est à l'ISMY, l'Institut Sainte Marie de Yasa, une école des Frères Joséphites dans le territoire de Masimanimba, que je débute mes années de secondaire. À la lisière d'un bois, nos dortoirs ressemblent à d'immenses hangars. À la tombée de la nuit, à 19:00' précises, dans les années 1960, un frère jésuite donnait un coup de sifflet. Moment de tout arrêter pour nous rendre dans nos dortoirs et nous coucher sur des nattes de raphia posées sur un sol de ciment mais pas avant de nous être mis à genoux et de faire une prière à haute voix implorant le Seigneur Dieu afin qu'il donne la mort au premier ministre du pays Patrice-Émery Lumumba ! Jeunes à l'école catholique dans ce pays de l'artiste-chanteur Baudouin Mavula, sans que personne ne

nous dise rien, nous étions convaincus que Patrice-Émery Lumumba était le diable que Dieu devrait punir sans attendre. La crise dans la capitale Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa) bat son plein. Proclamée le 30 juin 1960, l'Indépendance tourne au cauchemar. Le premier ministre a outragé la Belgique. Au siège du parlement, à Léopoldville, devant le roi des Belges Baudouin 1er, Patrice Lumumba venait de prononcer un discours au vitriol non inscrit au programme. (...) Face à cet incident majeur, le clergé catholique a choisi son camp. En pleine guerre froide, présenté comme un procommuniste, Patrice Lumumba est pour l'Occident l'homme à abattre. Invité à Washington, l'administration américaine lui propose un appui politique contre un appel aux firmes américaines mais Lumumba repousse l'offre. Le Premier ministre veut voir les Congolais bénéficier des richesses de leur pays. « Un manque flagrant de coopération faisant de lui un électron libre à éliminer », écrit Arnaud Zacharie (...). Le 5 septembre 1960, peu après 20:00', le président de la République Joseph Kasavubu annonce à la radio que Lumumba a trahi la tâche qui lui avait été confiée. Le texte a été rédigé par le ministre belge des Affaires étrangères Pierre Wigny. Kasavubu énumère les griefs retenus contre le Premier ministre et en tire les conséquences : « J'ai jugé nécessaire de révoquer immédiatement le gouvernement ». Kasavubu annonce en même temps avoir révoqué des ministres lumumbistes : Rémy Mwamba, Christophe Gbenye, Anicet Kashamura, Antoine Bolamba, Jacques Lumbala, Antoine Gizenga. Une heure plus tard coup de théâtre : sur les mêmes ondes, à trois reprises, le Premier ministre révoqué annonce, à son tour, avoir démis le président de ses fonctions. La confusion atteint son comble. Le 14 septembre, Joseph-Désiré Mobutu, commandant en chef des forces armées nommé par Lumumba, annonce que « l'Armée nationale congolaise a

(Suite en page 7).

Les cinq gagnants des scrutins de 2006

(Suite de la page 6).

décidé de neutraliser le Chef de l'État, les deux gouvernements rivaux en présence ainsi que les deux chambres législatives. Les politiciens pourront ainsi avoir le temps d'essayer de se mettre d'accord afin de mieux servir l'intérêt supérieur du pays ». (...).

Placé à résidence surveillée sous la garde de l'armée de Mobutu et des casques bleus des Nations Unies, Lumumba s'évade en novembre 1960. Il est retrouvé peu après par un hélicoptère de l'armée fourni par les États-Unis. Arrêté, ramené dans la capitale, extradé au Katanga chez ses pires ennemis, il est assassiné le 17 janvier 1961.

Le clergé catholique crie victoire. Mais à Léopoldville, la crise politique s'intensifie. (...).

Si l'annonce de la mort de Lumumba fragilise le gouvernement à Léopoldville, celui-ci cherche à désamorcer la crise en ouvrant des négociations entre les deux gouvernements, menées en mars à Stanleyville par Cléophas Kamitatu Masamba, un autre originaire du Kwilu, l'un des fondateurs, avec Antoine Gizenga, du parti PSA, le Parti Solidaire Africain. Gizenga accepte les conseils de son frère et regagne Léopoldville. (...).

En 1963, c'est un autre fils du Kwilu, Pierre Mulele qui fait parler de lui dans le pays.

Ancien ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement Lumumba, Mulele est à Stanleyville, de 1961 à 1964, à la tête du gouvernement Gizenga comme premier ministre. A la base de la création d'un Conseil National de Libération, CNL, Mulele lance une rébellion féroce, les Simba, qui fait sombrer le Kwilu dans des massacres. Deux territoires, Idiofa et Gungu, sont particulièrement touchés. Écoles et couvents des religieux chrétiens dévastés, dignitaires catholiques européens égorgés viv. En juin 1964, la rébellion abat, dans une embuscade, le chef d'état-major de l'armée nationale. Grâce à l'appui de la Belgique et des États-Unis, l'armée gouvernementale parvient à la vaincre. En septembre 1968,



«L'Homme Organe», en tête-à-tête avec le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. DR.

Mulele quitte le Kwilu, se rend au Congo-Brazzaville où il trouve refuge. Mais Mobutu lui tend un piège. Il dépêche son ministre des Affaires étrangères Justin-Marie Bomboko Lokumba is Elenge pour négocier le retour de Mulele en lui promettant l'amnistie générale décrétée dans le pays.

Le 29 septembre, en compagnie du ministre Bomboko, Mulele regagne Léopoldville où il est arrêté le 2 octobre. Un tribunal militaire siégeant à huis clos dans un lieu secret condamne à mort « l'héritier spirituel de Lumumba ». Dans la nuit du 2 au 3 octobre, alors qu'il était toujours vivant, ses tortionnaires lui arrachent les yeux, les oreilles, le nez, les parties génitales, lui amputent les membres et jettent le tout dans le fleuve. Le Congo-Brazzaville n'avale pas cet épisode. S'ensuit la guerre des ondes. Les relations diplomatiques sont suspendues. Dix ans plus tard, bis repetita. La mère de Mulele et l'un de ses fils sont tués à leur tour. Le Kwilu est dans le viseur de Mobutu. (...) Le système électoral congolais est au cœur d'un débat récurrent. Mais la classe politique refuse de l'aborder avec franchise. Avec la grande suspicion qui couve, le courage est mauvais conseiller. Quitte à apprêter des dossiers, à les conserver prudemment dans des tiroirs en attendant qu'un jour arrive.

Parmi les problèmes qui se posent à notre système électoral, il y a son mode électoral. Quand un pays fait

face à une crise économique et financière systémique, que le budget de l'État n'atteint pas les 5 milliards de \$US, son système de santé inexistant tout comme ses infrastructures routières et autres, que la pauvreté et la misère sont légion, qu'est-ce qui explique, hormis l'irresponsabilité politique, que le Congo doit consacrer à ses élections des sommes aussi astronomiques de plus de 1 milliard de \$US quand dans la sous-région, des pays disposant d'un budget trois ou quatre fois élevé à celui du Congo, attribuent quelques millions aux dépenses électorales ? C'est un débat qui aurait dû être mis à l'agenda politique et lancé depuis de longues années. Il aurait réglé nombre d'avatars qui bloquent le pays.

Dans ses meetings populaires légendaires, Mobutu l'aurait abordé et aurait obtenu un consensus. Autres temps autres mœurs ?

Je veux être clair. Il n'est nullement question d'éviter les élections ou d'enterrer la démocratie. Mais si une élection dénote une volonté d'ouverture démocratique, il en faut plus pour la démocratie. La question de fond consiste à éviter que les élections ne viennent compromettre le développement. Si ce modèle de représentation a pris corps à l'étranger et qu'il est imposé à nos pays par les Occidentaux, nos pays ne devraient jamais oublier les réalités spécifiques africaines. L'Occident n'est arrivé à la démocratie tant vantée qu'après des guerres, ce qui

signifie des contestations, et après des régimes de terreur qui ont permis l'érection de ces pays par la construction des infrastructures.

L'image d'un avion au sol en train de faire le taxi a toujours fasciné mon esprit. Pense-t-on que cet avion peut prendre l'air si, en voulant décoller, les passagers ne restent pas assis, ne se passent pas la ceinture, que certains font irruption dans le cockpit en menaçant le pilote avec une arme ? Nos pays n'y vont-ils pas trop vite dans ce modèle sans s'être assurés le règlement des préalables ? Comment imposer un choix de liberté, d'indépendance qu'implique le vote dans la grande misère, dans la grande pauvreté ? Comment éviter les avatars auxquels nos pays font face en permanence ? Il faut se demander si ce système imposé de l'extérieur n'est pas en soi un piège à l'essentiel, à savoir, le développement qui permet au peuple de boire, de manger, de circuler, de se soigner, d'envoyer les enfants à l'école, etc., préalable à tout.

Autre débat du mode électoral congolais : il porte sur la possibilité pour un candidat indépendant d'obtenir un mandat électif. Nul doute, le principe de liste électorale avec plusieurs noms prenant la course offre un avantage aux partis et aux regroupements politiques. Les listes des partis et regroupements multiplient les chances d'obtenir un mandat voire plusieurs mandats alors que celle d'un candidat indépendant ne

comporte qu'un seul nom. Du coup, ce candidat doit s'investir plus que les organisations politiques s'il veut rester dans la course et gagner.

Quand le 30 juillet 2006 ont lieu les premiers véritables scrutins du pays, aucun observateur ne donne une chance à un candidat indépendant. Les candidats indépendants avaient même été dissuadés d'aller en course.

Pourtant, ces scrutins verront une soixantaine d'élus dans une assemblée composée de 500 députés. Au fond, j'ai en effet toujours pensé que les élections de 2006 ont porté au pouvoir cinq personnalités.

Il y a Jean-Pierre Bemba. Dans l'ex-province de l'Équateur et à Kinshasa, deux fiefs du leader du Mouvement de Libération du Congo créé en 1998, le fait de se réclamer de ce leader fut un plus. Sa rébellion dans la région de l'Équateur où elle avait installé son siège à Gbadolite, menée contre le régime Kabila, avait été perçue généralement positivement dans le pays même si le 24 mai 2007 un mandat d'arrêt international lancé le 16 mai 2007 par la Cour Pénale Internationale de La Haye avait conduit à son arrestation dans sa maison de Waterloo, en Belgique avant qu'un tribunal à La Haye ne le reconnaisse coupable de crimes de guerre (meurtre, viol et pillage) et de crimes contre l'humanité (meurtre et viol) commis en Centrafrique par ses soldats en 2002-2003. Bemba sera condamné à 18 années de prison par la Cour Pénale Internationale avant d'être acquitté le 8 juin 2018. Il aura passé 10 ans derrière les barreaux.

Le deuxième gagnant de ces scrutins fut Étienne Tshisekedi wa Mulumba. Dans le Kasai, au centre du pays, terre de naissance de l'homme appelé aussi « l'opposant historique », nul autre candidat, de l'opposition ou, encore moins, du pouvoir de Kabila, ne pouvait être élu s'il n'avait été adoubé par « le Sphinx », autre appellation de Étienne Tshisekedi wa Mulumba. Dans certaines circonscriptions du pays, il suffisait « d'avoir été vu avec lui, pendant la campagne », pour engranger des voix.

Le troisième homme est Joseph Kabila Kabange. Dans nombre de fiefs du Sud-Est du pays, dans l'espace swahiliphone, au Kivu et dans le Katanga, se réclamer du président de la République, apportait des voix même si le bilan du pouvoir n'était pas brillant. Chef du plus ancien parti politique du Congo, le Parti Lumumbiste Unifié proche du communisme, créé le 24 août 1964, Antoine Gizenga Fundji a fait élire dans l'ex-Bandundu. Dans des villages profonds du Kwilu, ce compagnon de Patrice Lumumba dont il fut vice-Premier ministre sans fonctions en 1960 et Premier ministre de la République libre du Congo en 1961 avec siège à Stanleyville (aujourd'hui Kisangani), est vénéré par des personnes de la tranche d'âges avancés. Sa fuite de Léopoldville à Stanleyville après l'arrestation et l'assassinat de Lumumba, son arrestation et son emprisonnement à Bula-Mbumba de janvier 1962 à juillet 1964, la rébellion de Pierre Mulele en 1964 dans le Kwilu et son long exil de 1965 à 1992 après ses ennuis avec Mobutu, ont fait de lui une icône. Dans le territoire de Gungu dont il est originaire, dans celui voisin d'Idiofa, dont fut originaire son partisan le plus fiefé Pierre Mulele, l'influence de son ethnie Pende et celle des Ambuun de Mulele, pèse dans les calculs.

Le cinquième homme de ces scrutins est le candidat indépendant.

Quand un groupe de jeunes étudiants de ma contrée me rend visite à l'hôtel Inter-Continental où, après mes années d'exil, je loge et me demande de m'engager dans la politique en prenant la course aux législatives, je suis un peu stupéfait. La politique pour quoi faire ? Dans quel but ? J'ai dans la vie ce qu'il me faut. Une entreprise qui me permet de boucler mes fins de mois. J'ai trois ou quatre maisons où je me rends quand il m'arrive de me mouvoir. J'entends ce que m'a dit un jour un des responsables de Reuters venu de Londres pour une visite à Kinshasa.

« Monsieur Kinshasy, dans la vie, je n'ai besoin que d'un

lit pour me coucher... Pourquoi se soucier ? »

Mais quand je pousse plus loin la réflexion, je m'aperçois que finalement, il ne s'agit pas de moi ! Il s'agit des miens. Il s'agit de la population ; il s'agit du Congo ! Comment aider les miens, comment aider la population, comment aider le Congo si on ne s'engage pas en politique et si on n'essaie pas d'inventer quelque chose ? Ne s'agit-il pas d'un pays où tout est politique ?

Et, cette phrase qui conclut tout connue de tous du Comte de Montalembert (1810-1870) : « Vous avez beau ne pas vous occuper de politique, la politique s'occupe de vous tout de même ». Ma décision est prise : je me lance mais je décide de faire le choix de n'adhérer à aucun parti politique. J'irai aux législatives comme candidat indépendant et dans la circonscription de Masimanimba, au Kwilu.

Je pars d'une analyse simple. Certes, j'habite Kinshasa, dans la commune de Ngaliema. Dans la capitale, j'ai le choix entre deux circonscriptions où je crois disposer de solides ancrages : La Lukunga qui comprend six communes - Barumbu, La Gombe, Kinshasa, Kintambo, Lingwala, Mont Ngaliema, Ngaliema. Cette dernière est ma commune de résidence. Il suffit de m'y mettre.

Aucun doute de lever un siège. L'autre est la Tshangu composée de cinq communes : Kimbanseke, Maluku, Masina, Ndjili et Nsele. Une circonscription majoritairement peuplée de ressortissants du Grand Bandundu, du Kwilu et de Masimanimba. Mon nom est bien connu chez les miens et chez d'autres. Dans un pays où dans une élection, la sociologie est une référence, il n'y a aucun doute : je n'aurais aucun mal à gagner un nombre de voix suffisant pour être élu.

Mais je pousse plus loin ma réflexion. La campagne électorale est un moment d'identification et de reconnaissance. C'est le moment de promesses par le déploiement d'un rêve, d'une vision d'avenir. Si j'ai une vision pour la société congolaise et puisque j'en ai une pour ma société,

(Suite en page 8).

Qui a donné la mort à l'Homme Organe

(Suite de la page 7).

faut-il déployer celle-ci dans une capitale relativement développée ou dans l'arrière-pays qui vit des conditions infra-humaines ? Puisque ces scrutins s'annoncent comme les premiers véritables scrutins libres et indépendants depuis l'accession du pays à l'Indépendance, ne faut-il pas tenter de faire rêver les miens ? Je suis à 90% Mbala et 10% Yansi. Je suis originaire du secteur de Kitoy par ma mère et de celui de Mokamo par mon père. Deux secteurs de Masimanimba où le nom de mon père « Ngundu Koyi » ou « Ngundu Sala Koyi » est trop connu. Ne sont-ce pas des atouts que nombre de candidats ne peuvent avoir ? Ma décision prise est irrévocable. Je me présenterai comme candidat indépendant à ces premières législatives libres et ouvertes d'après-indépendance. Mais je veux être utile. Donc, je me présente dans Masimanimba convaincu qu'en déployant une vision, je vais faire bouger mon territoire d'origine. Quand je lance ma campagne, celle-ci est à la fois forte et originale que très vite la population me trouve un surnom. C'est « Ya Khala » en langue Mbala (l'ainé/le Grand Crabe), ce crustacé de nos cours d'eau difficile à capturer par les mamans quand elles vont en campagne de pêche. D'autres me préfèrent « Ngunlungu Sidu Muneni » en langue Mbala, le gros animal de nos savanes susceptible d'être consommé sans fin par la contrée. D'autres encore optent pour la langue Kikongo parlée dans la partie Ouest du pays. Ils m'appellent « Bakala Ya Ngolo », l'homme fort. Nul doute, Masimanimba a fort envie de son fils. C'est logiquement qu'aux élections du 30 juillet 2006, je suis élu député national sur 8.755 candidats. Je suis candidat indépendant élu sur 702 candidats indépendants inscrits à travers le pays. Au total, 63 députés indépendants ont été proclamés lors de ces législatives. Dans ma circonscription de Masimanimba, je figure sur une liste de six élus dont quatre

viennent du PALU, le Parti Lumumbiste Unifié. Au Kwilu, nul doute, Antoine Gizenga a raflé la mise. Avec des collègues et amis députés indépendants, j'ai constitué le groupe parlementaire politiquement le plus puissant, le GPI, Groupe Parlementaire des Indépendants que je préside. Composé de personnalités clé venant de tout le pays, on y compte notamment Baudouin Banza Mukalayi Nsungu, Katanga ; Athanase Matenda Kyelu, Maniema ; Modeste Bahati Lukwebo, Sud-Kivu ; Christophe Mboso Nkodia Pwanga, Kwango ; Alexis Thambwe Mwamba, Maniema ; Raymond Tshibanda N'tunga Mulongo, Kasai. J'ai accompli tout mon mandat à l'Assemblée nationale où j'ai également été élu président du Caucus du Grand Bandundu avant d'en confier la présidence au patriarche Joseph N'singa Udjuu Ungwankebi Untube qui le désirait tant puisqu'un jour, il m'apostropha en public, lors d'une plénière, en ces termes : « Kin-kiey, moi, ton Vieux, je suis encore là, en vie. Et toi, tu présides le Grand Bandundu. Faut me donner cette présidence... Tu la prendras après moi... ». Aux prochaines législatives du 28 novembre 2011, je me présente à nouveau dans mon fief à Masimanimba où je suis réélu. Cette fois, le PALU ne compte qu'un député sur les six de la circonscription. Nul doute, le PALU, qui a été aux affaires pendant toute la législature passée, n'a pas réussi à faire rêver. Ce parti, l'un des plus anciens du pays, a entamé sa descente aux Enfers. Après la mort de Gizenga le 24 février 2019 à Kinshasa, le PALU est fracassé comme nul autre parti à ce jour. Chacun des prétendants à la succession de l'icône lumumbiste s'arrache sa part du gâteau laissé mais l'homme qui a le plus marqué ce parti en prenant la succession de Gizenga à la tête du Gouvernement, à savoir, Adolphe Muzitu Fumunsi qui fut ministre du Budget, a senti le navire chavirer et l'a quitté en prenant ses cliques et

ses claques. (...).

« **JE VOUS LE DIS AVANT DE LE DIRE AU CHEF** ». Il est connu comme « l'homme qui avait mangé de la tomate et de la salade crues avant l'indépendance ». Le 24 avril 1990, au lendemain du discours « comprenez mon émotion » de Mobutu, Henri Djiunga Nsomwe Konyi Kadilu qui s'est débaptisé Kitenge Yesu Nz., est cofondateur du FCN, le Front Commun des Nationalistes, parti politique se réclamant de l'opposition. Certains ont présenté ce parti comme une création du maréchal en fin de course. Kitenge Yesu s'y trouve avec son mentor Antoine Mandungu Bula Nyati, sans doute une puissance dans le cercle restreint de Mobutu et avec Me Gérard Kamanda Wa Kamanda qui fut successivement Secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'Unité Africaine, OUA, et plusieurs fois ministre ou Vice-premier ministre en charge de la Justice, en charge de l'Intérieur, en charge des Affaires étrangères, ministre de la Recherche scientifique. Après un passage à l'opposition radicale à Limete dans l'USORAL, Union Sacrée de l'Opposition Radicale (avec l'UDPS) et, après le départ de Jean Nguz Karl i Bond, Kitenge Yesu est nommé ministre de l'Information. Formé dans les pays communistes, c'est un homme de roc. Il dit en avoir tout vu dans la vie. Kitenge Yesu va jouer un rôle clé auprès de Mobutu à son dernier souffle. Le maréchal qui redoute l'indépendance d'esprit et les coups de boutoir de cet homme, en profite pour mettre à l'épreuve ses généraux en les dirigeant vers lui quand ils veulent l'affronter. Le maréchal cherche à atténuer la maladie en état avancé qui l'emportera. Il est si convaincu des choix que Kitenge Yesu opère qu'il ne s'offusque de rien quand il lui envoie des têtes brûlées. Reparti en Belgique après la chute de Mobutu, revenu au pays après le Dialogue inter-congolais, Kitenge Yesu renoue avec la politique mais fait ses adieux publics quand il sent

que le groupe auquel il appartenait, celui de Léon Kengo wa Dondo, l'a trahi. S'il prend le chemin de l'ancienne puissance coloniale où vit sa famille, Kitenge Yesu resurgit les 8 et 9 juin 2016 à Genval, dans la banlieue de Bruxelles. C'est là que des opposants anti-Kabila mettent en place le RASSOP, Rassemblement des forces politiques et sociales de l'opposition acquises au changement en République Démocratique du Congo. Kitenge Yesu venait ainsi publiquement de signer son retour à la politique. Deux structures forment le RASSOP, un Conseil des sages où siègent des représentants des partis politiques présidé par Étienne Tshisekedi wa Mulumba et une Coordination des actions. Kitenge Yesu y est membre. À 84 ans, l'opposant éternel (anti-Mobutu, anti-Kabila père, anti-Kabila fils) s'annonce pour la deuxième fois à la présidentielle de 1998. Mais il est fatigué et malade. Depuis deux ans, il séjourne en Belgique pour des raisons de santé. C'est là, face à la détérioration de la situation politique au Congo avec le report des élections, que des membres de l'opposition avec en tête Soriano Katebe Katoto et le G7, un groupe de sept partis politiques coalisés, le rencontrent pour constituer ce rassemblement anti-Kabila. Soriano Katebe Katoto, l'ex-homme d'affaires du Katanga sous le régime Mobutu avait fait parler de lui au Dialogue inter-congolais. D'abord à Gaborone au Botswana, ensuite à Addis-Abeba en Éthiopie, puis à Sun City, en Afrique du Sud. Soriano Katebe Katoto manifeste une ambition politique réelle. Il constitue un groupe d'hommes politiques partisans qui compte Gérard Kamanda wa Kamanda, Joseph Olenghankoy Mukundji, Justine M'Poyo Kasa-Vubu. Il est l'un des vice-présidents de l'ASD, Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue inter-congolais formée à Pretoria au lendemain de l'annonce de l'accord pour la formation d'un Gouvernement intervenu entre l'une des rébellions, le MLC de Jean-Pierre Bemba

et le gouvernement de Kabila. L'ASD qui compte en son sein notamment l'ex-rébellion du RCD-Goma soutenue par le Rwanda, est présidée par Étienne Tshisekedi wa Mulumba. (...). De toute l'histoire de l'opposition congolaise, le RASSOP qui vit avec l'appui du Gouvernement belge et de certaines puissances occidentales, financé par l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi Chapwe, riche demi-frère de Soriano Katebe Katoto, apparaît comme la machine pouvant cette fois véritablement défier le pouvoir. Le RASSOP fait sa première démonstration de force lors d'un meeting le 31 juillet 2016 à Kinshasa, le long du boulevard Triomphal noir de monde avec le retour dans la capitale d'Étienne Tshisekedi wa Mulumba. Désormais, de l'avis des observateurs, les années Kabila se comptent au passé. Mais, évacué fin janvier 2017 en urgence en Belgique, le chef de l'opposition s'éteint le 1er février dans un hôpital à Bruxelles à la suite d'une embolie pulmonaire. Craignant des troubles dans le pays, Kabila traîne à autoriser le rapatriement du corps de l'opposant. Très affaibli par cette disparition, le RASSOP qui n'avait pas prévu la succession à sa tête, vit sous le choc alors que les élections approchent à grands pas. C'est là qu'entre en jeu « l'homme de roc ou de choc » qui met en place une stratégie gagnante. Alors que le corps de l'opposant historique gît encore dans un funéraire en Belgique, à Kinshasa, celui qui est aussi Grand Maître de la franc-maçonnerie congolaise de la Grande Loge nationale du Congo du rite ancien et primitif de Memphis-Misraïm, est à la manœuvre. En mars 2017, Kitenge Yesu réussit un coup de génie : il écarte Pierre Lumbi Okongo de la course des prétendants. Il confie à l'ex-Conseiller spécial en matière de sécurité de Kabila qui a rallié Moïse Katumbi Chapwe, le poste de président du Conseil des sages. Kitenge Yesu impose le fils du « Sphinx », Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la tête du Rassemblement comme

président, poste qui n'avait été prévu par aucun texte. Le jour de l'investiture du nouveau président du RASSOP, c'est Kitenge Yesu qui actionne le protocole quand chacun retient son souffle. Certes, Kitenge Yesu est retourné à nouveau en Belgique. Il ne prend part ni à la réunion de Genève dont il se méfie des fondateurs comme des résultats attendus mais qu'il observe de loin, ni à la campagne du candidat du CACH, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Jeudi 24 janvier 2019, Kitenge Yesu est à la tribune d'honneur dans les jardins du Palais de la Nation lors de l'investiture du nouveau président de la République. Il avait rejoint Kinshasa la veille. Depuis, l'homme a repris sa place dans le cercle restreint du nouveau pouvoir qui lui reconnaît toute sa puissance. Ce 8 août 2019, Kitenge Yesu débarque avec le régulier de la compagnie belge SN Brussels qui rapatrie le corps de sa femme, Bateme Bibi Sophie Martine Marie Victoire « endormie » dimanche 28 juillet à Bruxelles. Avec le Directeur de cabinet du Président de la République, Vital Kamerhe Lwa-Kanyiginy Nkingi et le conseiller principal du Président de la République au collège de la Culture et des Arts, Théophile Tshilumba, je suis sur le tarmac de l'aéroport de N'Djili. Je vois un Kitenge Yesu physiquement défaît. Je reste à ses côtés pendant ces jours de deuil. Samedi 10 août, devant tous les leaders du Kasai rassemblés à la Cité des Anges, au 35, avenue ex-Haut Commandement, il me fait l'honneur de me remettre un long et poignant texte. La lettre posthume qu'il a écrite à sa reine et dont, face à la reine « endormie » devant tous, je donne lecture. Au cimetière Entre Ciel et Terre, ce dimanche 11 août, quand tous les leaders politiques sont priés de garder leurs places dans les tribunes, Kitenge Yesu me prend par la main et me tire à ses côtés. Avec ses enfants et Jacques Tshimbombo Mukuna qui conduit le programme, nous nous levons. En un groupe familial fermé, nous

avançons avec le cerceuil à pas de tortue vers la tombe qui va recevoir le corps de la reine. Ce lien avec celui qui m'appelle « mon fils » quand je réponds « mon père », me marque à jamais. Que dire des rapports qu'entretient Kitenge Yesu avec le président ? « L'homme Organe » comme l'a surnommé le chef de l'État ou « l'homme Oracle », a le contact direct avec le président avec lequel il s'entretient au téléphone tous les deux jours, d'où il reçoit mission de déminer tous les dossiers sensibles. En février 2011, devant témoin, il reçoit la charge d'annoncer avec force en sa résidence son destin à l'informateur Modeste Bahati Lukwebo. Bahati prendra la tête du Sénat. Qu'il oublie de rêver d'être premier ministre et cesse de mobiliser des comités de soutien dans sa province. Puis de le menacer : « Sachez que si vous continuez de rêver Primature, vous perdrez tout » ! Dans la soirée, Bahati rend les armes. Il a compris l'ordre. Il ira à la chambre haute. Au lendemain de la cérémonie de remise et reprise entre le président sortant et le président entrant qui a lieu le 25 janvier 2019, survient une période d'incertitude. Comment le gouvernement va être formé ? Qui va être nommé Premier ministre ? Kitenge Yesu devait être désigné informateur. Quand le président me fait venir à son bureau à la Cité de l'UA, relancé avec détermination par un membre proche du cercle fermé du président de la République rencontré à l'entrée du bureau, je pose d'emblée une question au chef de l'État en référence à l'article 78 de la Constitution, je cite : « le Président de la République nomme le Premier ministre au sein de la majorité parlementaire après consultation de celle-ci (...). Si une telle majorité n'existe pas, le Président de la République confie une mission d'information à une personnalité en vue d'identifier une coalition ». La réponse est directe : « Bien sûr, Prof (comme il m'appelle, ndr). Le vieux Kitenge Yesu va être chargé de cette mission. Vous serez de la

(Suite en page 9).

Deux hommes clés quittent la scène

(Suite de la page 8).

partie... ». En sortant du bureau du Chef de l'État et, sans perdre une minute, j'en fais part au Directeur du bureau du président de la République (...). Je veux m'assurer du suivi de ce dossier. J'en informe aussi Kitenge Yesu. Mais le dossier échoue lorsqu'une réunion tenue à Kingakati du 4 au 6 mars 2019 annonce, par un communiqué conjoint, que le FCC et CACH se sont mis d'accord pour mettre en place une coalition de gouvernement. (...). Le jour même de la diffusion de ce communiqué, Kitenge Yesu avec qui j'étais au téléphone cinq ou six fois par jour parfois à des heures indues, me fait venir en catastrophe à son bureau (...). Quand je fais mon entrée dans son bureau, je vois posés sur sa table de travail un billet d'avion SN Brussels, un passeport et, à même le sol, une petite valise à roulettes. Je l'interpelle sur ce que je vois.

- « Je pars, mon fils », me dit-il.

- « Mais où ? Et pourquoi aujourd'hui ? »

Occupé à ranger ses dossiers sur la table, Kitenge Yesu est muet. Je suis sous le choc en voyant cet homme partir à nouveau.

Je soupçonne une mauvaise humeur après la publication du communiqué de Kingakati. Mais je me sens heureux qu'il décide de rejoindre son QG familial où habitent son épouse, ses enfants, ses petits-enfants.

Cette nuit-là, alors que son avion vole vers Bruxelles, le président de la République rend publique une ordonnance signée le 6 mars portant nomination de son cabinet. Kitenge Yesu est nommé Haut Représentant et Envoyé Spécial du Président de la République. Dans ces fonctions, Kitenge Yesu relève des Services personnels du Président de la République. Je lui fais aussitôt un message qu'il découvre à l'arrivée de son vol. Je pressens ce grand retour samedi 30 mars 2019 quand un homme qui lui est si proche organise un banquet en sa résidence à Binza Pigeon, avenue Kananga, pour fêter la no-

mination. En 1990, c'est cet homme qui fit son entrée dans l'hémicycle pendant la Conférence Nationale Souveraine, CNS. Une pile des dossiers sous le bras. Alors que Mobutu est traîné dans la boue par l'opposition et est traité de tous les noms, le patron de la sûreté nationale, SNIP, ancienne appellation de l'actuelle ANR, Jacques Tshimbombo Mukuna en a marre. Il menace d'ouvrir la boîte de pandore. Il veut éventrer le boa. Il promet qu'on y verra qui a été traité par lui et qui ne l'a pas été. Le lendemain, la plénière de la CNS est clairesmée.

Ce samedi 30 mars, tout le Grand Kasai est là. Pour Jacques Tshimbombo Mukuna, c'est « toute la République » qui s'est déplacée à son domicile pour fêter l'événement. Que l'on soit du FCC ou du CACH, tous sont présents.

Peu avant qu'une pluie diluvienne ne tombe sur la ville et ne tente de détruire la rencontre, Kitenge Yesu se réjouit : « Ce soir, la République n'est ni à Kingakati, ni à la Cité de l'Union Africaine (où le nouveau président a trouvé un logement provisoire quelconque, ndr). Monsieur le Président de la République honoraire Joseph Kabila, si vous cherchez la République, elle est ici. Monsieur le Président de la République, Chef de l'État Félix Tshisekedi, si vous cherchez la République, vous savez où elle est. Ici se trouvent le FCC, le CACH. L'Ensemble est ensemble avec nous ici... ».

Puis : « Ce soir, je suis le Haut Représentant, sans coloration ni formules mathématiques complexes ! Ma mission, c'est assembler pour la Nation, au nom du Président de la République pour la Paix. Majorité, coalition, cohabitation, n'ont pas tellement de signification pour moi. En Afrique, les Mânes de nos Ancêtres, avec en tête Afra, le Saint Patron de l'Afrique, recommandent que celui ou ceux qui ont gagné les élections assemblent. Qu'elles soient législatives, sénatoriales, présidentielles. L'Afrique de part en part a échoué pour avoir transgressé ce prin-

cipe immémorial. Le Parlement et le Sénat ne réussiront rien sans le Président de la République. Par voie de conséquence, Lui non plus ne réussira rien sans les autres. Mettons de côté les calculs, voyons le peuple, dont certains d'entre nous parlent peu. Je refuse et je récuse une confrontation entre Kabila et Tshisekedi ». Puis, il demande à l'assistance de lui dire le nom du plus grand parti du Congo. « Le plus grand parti politique de la RDC se nomme Misère. Qui en connaît le comité directeur et le président ? J'avoue sincèrement que je ne sais pas, vous non plus d'ailleurs. Et pourtant, ce parti couvre les 2 millions et demi de km2 de notre pays. CACH et FCC doivent travailler la main dans la main sans calcul ni calcullette ».

Il cite l'égérie partie, Mpongo Love pour qui « il n'y a pas de machine à calculer les amours. CACH et FCC doivent être l'addition de convergences des combats communs, des objectifs communs, nobles dans la noblesse. Tout cela dans la sagesse. Oui, sagesse d'abord car la sagesse est la boussole de la vie ». Puis : « Du Libéria, on dit : « si vous avez compris quelque chose sur le Libéria, c'est qu'elle vous a été mal expliquée ! Évitez que l'on dise la même chose de la RDC ». Jacques Tshimbombo a ces mots : « Notre devoir de reconnaissance envers le Président de la République est d'autant plus important que la fonction confiée à notre frère lui permet d'occuper une position protocolaire élevée au sein de l'État (...). Ce qui est arrivé à notre frère et ami Yesu est, à vrai dire, le fruit du rôle qu'il a joué dans l'ombre auprès de celui qui, sans que personne ne sache rien, allait inexorablement devenir le Président de ce pays. Yesu a cru de façon inébranlable en Félix. Voilà ce que procure la fidélité à une personne et la foi en elle ». Il poursuit : « Le Président de la République a misé sur un cheval gagnant. Yesu est un oiseau rare comme en témoigne sa très riche trajectoire politique. Il n'a pas été que grand commis de

l'État. Il demeure un grand homme d'État. Le voilà rattrapé aujourd'hui par la politique, lui qui croyait s'en être éloigné pour toujours ». (...). L'homme à l'honneur reprend la parole. Il fait une repartie par une note d'humour : « Quand j'ai amené le Grand Kasai chez le Président de la République le 4 février, personne ne m'a demandé mes coordonnées. Ce soir, je constate qu'il y a une forte demande et je me suis préparé en conséquence. Les cartes de visite du Haut Représentant vous ont déjà été distribuées ». Et, fin des fins : « Lorsque je faisais le tour des tables, quelqu'un m'a dit : « Vous êtes notre fenêtre sur la Présidence ». Au lieu d'une fenêtre, c'est une porte qui restera toujours ouverte. Et, je compte sur vous. Je travaillerai avec vous. Travaillons ensemble. Soyez réceptifs à mes sollicitations. Que mon message parvienne à qui de droit (au pluriel) et qu'il soit entendu. L'assistance ici présente leur sait gré ! ».

Sacré Tomatier ! Ses nouvelles fonctions en mains, il se déploie comme jamais auparavant. Ses tweets au style cinglant font fureur. (...) En vérité, je n'ai pas vu un homme autour du Président qui pouvait opposer à Kitenge Yesu un point de vue qu'il ne partageait pas. Lors des négociations présidentielles du Palais de la Nation et de la constitution de l'Union Sacrée de la Nation, il est rangé au premier plan. C'est lui et lui seul qui constitue les listes et les fait parvenir à la présidence de la République. Sa connaissance de la scène le met en position de porter des jugements clés.

Mars 2021. Il n'avait jamais à ce jour été autant sollicité par les acteurs politiques nationaux comme par les chefs de missions diplomatiques. Il n'avait jamais à ce jour autant multiplié les initiatives. S'il ne quitte pas une posture qui consiste à se mettre loin des affaires publiques, Kitenge Yesu s'installe jour après jour dans son rôle de Haut Représentant et d'Envoyé Spécial du Président de la République. Il est comme jamais au cœur de la

stratégie présidentielle.

Outre des rencontres avec des chefs des missions diplomatiques qui lui rendent continuellement visite à son domicile sur les hauteurs de la ville comme à son cabinet, non loin de là, dans le quartier américain de Gulf, il dépense sans compter son temps à recevoir diverses personnalités politiques sous divers formats. En plein dans sa fonction, il travaille à débayer la voie en vue de faciliter la réalisation d'une vision politique déclamée par le Chef de l'État. Il ne cesse de me dire « mon fils (comme il m'appelle), tu vas voir le résultat ».

Il m'apprend qu'une importante délégation de personnalités de son ethnie Songyé (Sud-Est), lui a rendu visite, que l'ancien chef de renseignement Kalev Mutondo a, dans le plus grand secret, franchi les deux portails de fer gardés de sa résidence. Recherché par la justice dans un procès à rebondissement lié aux droits de l'homme, Kalev Mutondo est venu solliciter l'intervention du Haut Représentant espérant qu'il trouverait porte ouverte au Palais de la Nation.

Aussi incroyable politiquement que cela puisse paraître, l'homme qui venait de conduire le jeu électoral m'assaille de visites à domicile. Il a appris mes liens avec « mon père » dont la ville parle. Il veut la Primature. Je suis abasourdi. Il m'implore que je l'amène voir Kitenge Yesu. Je reste muet. Face à la multiplication des appels, je finis par l'y amener trois fois en ayant donné mon avis sur cette démarche surréaliste. Dimanche 21 mars, ce sont onze députés provinciaux sur les vingt qui forment l'Assemblée provinciale du Lualaba (capitale Kolwezi, l'une des provinces du Katanga démembré) connue pour être l'un des fiefs kabilistes avec le Tanganyika dirigé alors par Zoé Kabila Mwanza Mbala, le jeune frère de l'ex-président, qui franchissent les deux portails. Ils annoncent, depuis cette résidence, leur adhésion à l'Union Sacrée de la Nation (...). Kitenge Yesu poursuit cette gymnastique avec une délégation de députés du Grand Bandundu, les trois provinces du Kwilu, Kwango et Maï-Ndombe, conduite par le Directeur général de la DGDP, la Direction Générale de la Dette Publique, Laurent Batumona Nkhandi Kham, coordonnateur des FPAU, les Forces Politiques Alliées de l'UDPS dont Kitenge Yesu est l'Autorité Morale. Je n'ai jamais oublié ce jour où il parvint à réunir dans sa maison, sur les hauteurs de la ville, les leaders irrécyclables de la province du Sankuru. Dans l'histoire, ce moment restera le plus remarquable. (...).

Le fils ne partait jamais en voyage sans le dire à son père. Sur le chemin de l'aéroport, il me faisait toujours venir à son domicile pour me saluer et me souhaiter « bon voyage, mon fils ». Puis : « reviens vite mon fils ».

Grande fut ma douleur lorsque contraint et forcé par une invitation pour une dose de Covid-19, j'arrive à Bruxelles le samedi 29 mai 2021 et que lundi 31 mai au matin, un coup de fil retentit sur mon téléphone. Il vient d'un homme proche du Président de la République. L'homme m'explique qu'il a une terrible nouvelle à m'annoncer avant qu'il ne la donne au Président de la République. « Je vous informe avant d'en informer le Chef... », me dit-il. C'était la disparition de Kitenge Yesu que deux jours auparavant, j'avais été saluer à son domicile sur le chemin de l'aéroport! (...).

Sous le choc, je décide d'appeler Jacques Tshimbombo Mukuna pour lui dire qu'ayant appris la terrible nouvelle, j'ai décidé d'abrèger mon séjour pour retourner au pays le surlendemain jeudi 3 juin. Réponse surprenante de Tshimbombo clairement surmené : « Tryphon, tu m'as laissé toute la charge de ton père. Tu reviens jeudi soir. Jeudi midi, j'aurai enterré ton père. Tu iras le voir au cimetière ». Lors des derniers hommes que lui rend la classe politique dans la cour de l'hôpital du Cinquantenaire devant le Président de la République arrivé en compagnie de son épouse, l'ancien

ministre du Budget François Mwamba Tshishimbi qui coordonne le Comité présidentiel de veille stratégique au bureau du Président de la République, loue « les qualités managériales de ce fin stratège entré en politique à l'âge de 17 ans ». Il décrit Kitenge Yesu comme « un organe tant il fut le cerveau moteur des stratégies politiques ayant abouti à la création de l'Union Sacrée de la Nation pour porter la vision du Président de la République ».

Tshimbombo a ces mots : « Kitenge Yesu était un commis de l'État, loyal et inflexible. Il était l'épée et le bouclier du Président de la République ».

À mon retour ce jeudi-là aux heures de 19:00', je ne comprends toujours rien à ce qui était arrivé à cet homme que j'avais laissé en parfaite santé. Un homme qui, en période de crise de Covid-19, essayait tous les médicaments, y compris la fameuse poudre préventive des plantes découvertes à Madagascar que le président malgache Andry Rajoelina lui avait envoyées et dont il me remit quelques sachets. Kitenge Yesu ne donnait plus la main à ses visiteurs, ne quittait plus son masque en public, se désinfectait sans cesse les mains. Je voulais attendre quelques jours pour me ressaisir avant d'aller à la rencontre de Tshimbombo pour qu'il me dise ce qu'il s'est passé et comment cela s'est passé. Mais le 24 juin au matin, je reçois un message que Jacques s'est éteint dans la nuit. Il s'agit bien sûr d'un fake news comme il y en a tant sur les réseaux sociaux. Pourtant, ce fut un autre coup de tonnerre en moins d'un mois. Le proche entourage du Président est à nouveau frappé et comment !

Terrible ! Lundi 5 juillet à ces obsèques, je suis présent. Je suis assis deux rangées derrière le Président de la République et son épouse clairement marqués par des morts en série. Je ne comprends pas ce qu'il se passe et pourquoi. Dans le plus proche entourage présidentiel, une page est tournée. (...).

La firme Westminster donne le sens du contrat signé le 14 avril avec le Congo

A l'heure du triomphe des réseaux sociaux et des influenceurs, de recherche du buzz, de la manipulation hors normes du public, la firme britannique a-t-elle senti le besoin - l'urgence - de donner de la voix en tordant le cou aux rumeurs ?

«Qui sommes-nous?» Ce jeudi 16 mai 2024, à Kinshasa, aux cinq étoiles de Kin Plaza Arjaan by Rotana, salle Kampala, la séance s'ouvre par une interrogation. Face à l'incroyable vent qui monte des profondeurs et qui risque de tout envahir, l'urgence de faire éclater la vérité ?

Parée d'une équipe locale qui a le torse désormais bombé, la firme Westminster frappe fort. Cinq Congolais, cadres Afrique de la firme britannique spécialisée dans les services de sûreté dans les aéroports ont invité une foule de médias, radios, télévisions, journaux, sites en ligne, etc.

Alors qu'un contrat qui traînait depuis des années dans des tiroirs à Kinshasa venait d'être signé le 14 avril devant nombre d'autorités, ministres du Gouvernement central, envoyé commercial du Premier ministre britannique Rishi Sunak, délégué commercial de Sa Majesté Charles III, l'Ambassadeur du Royaume-Uni, l'Ambassadeur du Congo à Londres, que cette délégation avait été officiellement reçue par le Directeur de Cabinet du président de la République Guylain Nyembo Mbwizya dans le cadre d'une rencontre commerciale de haut niveau entre le Royaume Uni et le Congo, événement appelé UK-Democratic Republic of the Congo Trade & Investment Mission qui a réuni une quarantaine d'investisseurs britanniques, la firme Westminster n'avait-elle pas répondu à



Rencontre à Kinshasa entre (à dr.) Peter Fowler, le chairman de la firme britannique Westminster Aviation et (à g.) Turhan Mildon, le chairman de la firme turque Milvest lors du UK-DRC Trade & Investment Mission à l'Hôtel du Gouvernement, l'Immeuble Intelligent. DR.

toutes les questions qu'elle a estimé le faire un mois plus tard, le 16 mai ?

LA SÛRETÉ DANS DES AÉROPORTS.

Il n'empêche ! On connaît désormais mieux cette firme. « Nous sommes Westminster Aviation Security Services,

filiale de Westminster Group, un groupe mondial de sûreté et de services gérés, disposant d'un vaste portefeuille d'équipements, de services et de solutions pour répondre aux besoins des clients à travers le monde. Notre objet social : résoudre les problèmes de sûreté

des gouvernements, des armées, des organisations non-gouvernementales, des aéroports et des ports, des infrastructures critiques, des grandes organisations et entreprises dans le monde», explique ce team de cinq Congolais, le directeur général

de la filiale Patrick Sakameso, l'avocat conseil Patrick Lohayo, le relationniste et porte-parole Al Kitenge, le relationniste Kovho Ingele, le consultant E. Dominique Ndongala. D'expliquer le contrat signé avec l'État congolais via sa société commerciale,

la RVA-SA, Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme qui « porte sur le financement, le développement, la mise en œuvre, la maintenance, la formation et l'exploitation des services de sûreté sur quatre aéroports internationaux et un aéroport national au

Congo». Pour que tout le monde ait la même compréhension, le team donne le sens du mot « sûreté », sûreté aéroportuaire ou sûreté de l'Aviation Civile, Aviation Security, AVSEC en sigle. La définition de l'OACI, l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale? C'est « l'ensemble des mesures mises en œuvre pour protéger l'Aviation Civile contre les actes d'intervention illicite ». Bien loin de la « sûreté de l'État », « l'apajane des services de renseignements ». C'est quoi un « acte d'intervention illicite » ? Réponse : « Tout acte de nature à compromettre la sécurité d'un avion en vol ou dans un aéroport ».

Si la mise en œuvre des services de sûreté est de la responsabilité de l'État, il n'est pas interdit, explique le team, que l'État délègue cette responsabilité à une entité externe, par exemple une société, ce qui est considéré comme une bonne pratique, et est fortement recommandé aujourd'hui par l'OACI, l'État ne pouvant être juge et partie (ne pouvant s'auto-auditer). Reste que l'État certes contrôle et supervise cette mise en œuvre.

La différence entre sûreté et sécurité ? Si « la sécurité aérienne est l'ensemble de mesures visant à réduire ou à prévenir les accidents », la « sécurité de l'État est l'ensemble de mesures visant à protéger l'intégrité du territoire, la stabilité du gouvernement et le respect des droits fondamentaux (apajane de la police, de l'armée, etc.) ».

La différence majeure entre ces deux concepts réside principalement sur « l'intentionnalité de la menace ». « Tout acte illicite intentionnel relève de la sûreté et les actes illicites spontanés (non prémédités) relèvent de la sécurité ».

Le contrat signé le 14 avril porte sur la

(Suite en page 11).

« La firme britannique va travailler avec l'État congolais par sa société, la RVA-SA »

(Suite de la page 10).

Sûreté de l'Aviation Civile, AVSEC, pas de la Sécurité de l'État. La réalisation du contrat permettra d'assister la RVA-SA dans la mise en œuvre des mesures de contrôle de sûreté en déployant les moyens financiers, humains et matériels. Précision de taille : « Westminster n'est pas là pour remplacer l'État congolais ou pour prendre la place de qui que se soit. Westminster va collaborer avec tous ceux qui, au Congo, interviennent dans la mise en œuvre de la Sûreté de l'Aviation Civile ».

Loin de toute suspicion, la firme britannique Westminster travaillera sous le contrôle de la société dont l'État est l'actionnaire unique, la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme. Cela permettra une parfaite collaboration et un transfert de connaissances.

TOUT LE GAIN POUR LE CONGO. Autre précision : « La sécurité ne doit pas être confondue avec la sûreté aérienne qui comprend l'ensemble de mesures prises pour lutter contre les malveillances intentionnelles comme les actes de terrorisme. La sûreté aérienne consiste principalement en la recherche d'éventuels engins explosifs pouvant être introduits à bord d'avions civils de façon illicite, et ceci de quelque façon que ce soit, dans un bagage de soute, dans un bagage à main, dans le fret transporté dans les soutes, par l'introduction d'un objet illicite par un membre d'équipage ou un mécanicien, etc.). La sûreté aérienne (ou la sûreté dans les aéroports) vise à empêcher l'emport d'armes de toutes sortes dans la cabine et le cockpit de l'avion par des personnes et dans des bagages à main, armes qui pourraient être utilisées à des fins de piraterie aérienne ». Quant aux réalisations de ce partena-



Jeuudi 16 mai 2024, à Kinshasa, aux cinq étoiles de Kin Plaza Arjaan by Rotana, salle Kampala. Rencontre du team congolais de la firme britannique Westminster avec des représentants des médias congolais. DR.

riat avec le Congo, la firme britannique forte de son expérience mondiale, va fournir l'investissement nécessaire et déployer une équipe de spécialistes en sûreté de l'aviation civile, ayant une expérience internationale afin d'assister et de conseiller la RVA-SA dans la gestion et la mise en œuvre des mesures de sûreté, conformément aux standards internationaux.

Westminster va améliorer les conditions de travail des agents AVSEC de la RVA-SA, proposer des réformes structurelles, des nouveaux uniformes et des meilleures perspectives de carrière ; prendre en charge toute la masse salariale des agents AVSEC, ce qui permettra à la RVA-SA de faire des économies dès lors que la société de l'État sera dégagée de cette lourde responsabilité ; élaborer un programme de formation complet dans le but de faire certifier l'ensemble des agents AVSEC, conformément à la réglementation nationale et internationale dans tous les aéroports (un programme qui comprendra des formations initiales, des recyclages ainsi que la formation des formateurs) ; assistera la RVA-SA dans la création - la mise

en place - d'une académie d'excellence en charge d'apprentissage des métiers de l'aviation, des formations certifiantes conformes aux standards internationaux seront dispensées, ce qui ouvrira davantage le pays à l'extérieur (les gens viendront se faire former au Congo ; l'académie pourra être une source de revenus supplémentaire et de publicité).

Autres tâches à fournir par Westminster ? Procéder régulièrement à des analyses des risques, des menaces et des révisions opérationnelles des procédures AVSEC des aéroports pour une mise à jour ; mettre en place des politiques et des systèmes ; améliorer la qualité, l'efficacité et la performance des services de sûreté ; s'assurer de la conformité des opérations de manière continue, conformément à la réglementation nationale et internationale ; fournir des services de supervision et de surveillance de la conformité des opérations AVSEC dans l'ensemble des aéroports objet du contrat, conformément à la réglementation nationale et internationale ; mettre en place des clôtures périmétriques et de barrières de sécurité conformes aux

normes de l'OACI ; former des techniciens pour assurer la maintenance des équipements de sûreté et approvisionner en pièces détachées afin de s'assurer que tous les équipements sont régulièrement entretenus et que toute panne est rapidement réparée ; fournir les équipements de sûreté neufs à la pointe de la technologie ; mettre en place un système de contrôle et de commandement, entièrement intégré à l'usage des autorités, capable de contrôler les systèmes d'incendie, de sûreté et de sécurité installé dans les aéroports objet du contrat ; aider à la formation d'une unité cynophile (K9) avec un certain nombre de chiens et de maîtres-chiens qui seront utilisés dans la détection des articles prohibés, la contrebande, les drogues, les explosifs, etc., aux aéroports objet du contrat ; assister l'État dans le cadre des inspections et audits internationaux, notamment de l'OACI ainsi que sur toute question de conformité et au besoin, assurer la liaison avec les compagnies aériennes de renom qui ne desservent pas encore le Congo. De ce contrat, le Congo ira à l'amélioration de la sûreté

de ses aéroports, l'une des étapes de sortie du pays de la liste noire de l'Union Européenne. La réalisation du

contrat permettra aussi le retour de certaines compagnies aériennes, avec comme conséquences, un accrois-

sement du flux de passagers, une amélioration de l'image du pays à l'étranger, l'assurance de réaliser un meilleur résultat lors des futurs inspections et des audits de sûreté de l'OACI.

La RVA-SA et le pays vont bénéficier de nombre d'autres avantages. Tels des aéroports parfaitement équipés et un personnel mieux formé et donc plus performants, des recettes provenant de la redevance de concession. Premier pays francophone au monde avec lequel la firme britannique signe un tel contrat, l'arrivée d'une entreprise cotée en bourse, qui dispose d'un carnet d'adresses impressionnant, pourrait certainement ouvrir des portes à des investisseurs sérieux membres du patronat britannique.

D. DADEI ■

Londres veut se rapprocher de Kinshasa

Ce fut un grand coup marqué par deux ambassadeurs, la Britannique Alyson King et le Congolais Ndolamb Ngokwey. Hasard ? En politique, le hasard n'existe pas.

La première appelle le deuxième « mon frère », le deuxième répond à la première « ma sœur ». Signe d'entente fusionnelle pour le bien de leurs deux pays, témoigne Mme Alyson King. Alors que Kinshasa accuse Kigali de trafiquer avec Londres dans l'affaire de migrants arrivés illégalement en Grande Bretagne et qui doivent être envoyés au Rwanda mais dont le régime arme des rebelles et envoie ses militaires occuper des terres dans les Kivu, comment imaginer qu'au même moment une quarantaine d'investisseurs britanniques se rendent à Kinshasa accompagnés de deux personnalités

de haut rang du Royaume-Uni, l'une, le représentant du premier ministre Rishi Sunak, Lord Dolar Popat, envoyé spécial du Premier ministre auprès du Congo, l'autre, l'ambassadeur de Sa Majesté Charles III, le Roi du Royaume-Uni, en charge du Commerce pour la région Afrique, John Humphrey ? Lundi 8 avril, cette délégation a atterri à l'aéroport de N'djili. Elle s'est déployée sur deux grands palaces, le Fleuve Congo Hotel By Blazon Hotels et le Kin Plaza Arjaan by Rotana. Arrivés pour l'événement UK-Democratic Republic of the Congo Trade & Investment Mission, ces investisseurs ont eu des réunions avec des ministres et des hommes d'affaires membres de la FEC. Ils ont rencontré au Palais de la Nation le Directeur de Cabinet du Président de la République, Guylain Nyembo Mbwizya. La veille,

9 avril, l'ambassade britannique à Kinshasa avait publié un communiqué annonçant l'arrivée à Kinshasa « d'une mission commerciale pour renforcer les relations commerciales et d'investissement entre le Royaume-Uni et la RDC ».

Lors de la réception qu'elle a organisée le 19 avril soir à sa résidence, avenue Roi Baudouin, à la Gombe, Mme Alyson King a évoqué, dans son adresse, l'ouverture d'une escale à l'aéroport de N'djili de la mythique compagnie aérienne British Airways. « Le Congo est le plus grand pays francophone au monde. Il y a beaucoup de Congolais qui habitent le Royaume-Uni. Relier le Royaume-Uni et le Congo est difficile. Nous pourrions envisager deux escales de British Airways à Kinshasa ».

ALUNGA MBUWA ■

La prise de la cité minière de Rubaya par la coalition M23-RDF-AFC explique la guerre du Rwanda

Le 30 avril, les rebelles du M23 et les militaires rwandais qui se battaient aux côtés d'eux, ont pris le contrôle de Rubaya, la cité minière congolaise d'importance planétaire pour sa production du minerai de coltan, dont elle détient 50 à 60% de la production mondiale. La cité est tombée après plusieurs jours de combats intenses entre les FARDC et ces hommes du président rwandais Paul Kagame. Le coltan est principalement utilisé dans la fabrication de condensateurs au tantale, indispensables aux téléphones portables et à de nombreux appareils électroniques.



Depuis que la cité minière de Rubaya est passée sous le contrôle de la coalition M23-RDF-AFC, c'est le pont jeté avec la ville de Kigali. DR.

Willy Ngoma, porte-parole militaire du M23 dirigé par les Tutsis, a déclaré à l'agence de presse britannique Reuters que la cité, située à environ 40 kms au nord-ouest de Goma, était désormais sous le contrôle de la coalition M23-RDF-AFC. Du coup, les hommes de Kagame ont établi un comptoir à Rubaya, mais n'achetait pas ce minerai qui voulait. Toutes les transactions minières sont surveillées depuis la mine jusqu'au comptoir, aucun minerai ne peut être vendu en dehors de ce système, a expliqué un négociant local, cité par le journaliste Daniel Mishombero sur X. Selon ce journaliste témoin, « depuis trois jours, tous les minerais qui étaient dans les dépôts et d'autres qui ont été extraits sont transportés vers Mushaki jusqu'au Rwanda. Nous avons appris qu'ils vont dicter une nouvelle loi sur les minerais à Rubaya. Ils ont fixé leur prix pour l'achat des minerais. 1kg du manganèse est passé de 85 à 50 \$US ». Chef du bureau de la division minière de la province du Nord-Kivu basé à Goma, Raphaël Mboko Kaponyola a

déclaré que « le trafic de minerais vers le Rwanda s'est intensifié depuis que la coalition M23-RDF-AFC a pris le contrôle, l'année dernière, des principales routes d'exportation de la région, à partir de la mine de Rubaya, le plus grand producteur de coltan du Congo ».

KINSHASA INTERPELLE APPLE.

A Kinshasa, le ministre des Mines a exprimé sa préoccupation face à l'introduction de nouvelles taxes par la coalition M23-RDF-AFC sur l'exploitation des minerais congolais dans la mine de Rubaya. Cette dénonciation a été formulée dans un communiqué publié le mardi 14 mai. Sur le site minier de Rubaya, actuellement sous occupation du M23-RDF-AFC soutenu par le Rwanda, les négociants et les creuseurs artisanaux se voient contraints de verser une taxe unique de 3000 \$US par tonne pour le coltan et 2000 \$US par tonne pour la cassitérite, indique le communiqué du ministère des Mines.

Le paiement de ces taxes s'effectue à Kigali, la capitale du Rwanda, après la vente des minerais, précise le document. Le ministère des Mines souligne que le M23 a réuni tous les négociants et creuseurs artisanaux dépendant du site minier de Rubaya pour fixer de nouvelles modalités de travail et obtenir l'autorisation de poursuivre leurs activités. C'est lors de cette réunion que la nouvelle tarification leur a été imposée. Le ministère des Mines affirme que la rébellion acquiert les minerais produits sur ce site, les stocke dans son dépôt de Mushake, avant de les exporter vers le Rwanda. Cette pratique constitue une violation flagrante des dispositions internationales et régionales en la matière.

Le ministère appelle ses partenaires, notamment les Nations Unies et la CIRGL, la Conférence internationale pour la région des Grands-Lacs, à imposer un embargo au Rwanda pour violation des accords internationaux sur

l'importation et l'exploitation de minerais extraits dans des zones de conflit. Le ministère espère un engagement ferme de tous les acteurs, y compris les consommateurs finaux des produits miniers, en faveur d'un approvisionnement en substances minérales saines et responsables. Il n'est plus de doute aux yeux d'observateurs extérieurs. La guerre à l'Est du Congo et ses millions de morts est justifiée par le commerce illicite de minerais critiques, étain, or, coltan et tantale, extraits du Congo, qui passent en contrebande au Rwanda, en Ouganda, au Burundi. La cité de Rubaya était donc dans le viseur des stratégies du Rwanda. Du coup, le Congo a demandé à la firme américaine Apple de fournir davantage d'informations sur sa chaîne d'approvisionnement, craignant qu'elle ne soit contaminée par des minéraux issus de zones de conflit. Apple a affirmé qu'aucun élément ne prouvait que les fonderies ou raffineries

de sa chaîne d'approvisionnement finançaient de groupes armés au Congo ou dans les pays voisins ou que ces groupes armés tiraient profit de ces fonderies et raffineries. La mine de Rubaya est située à l'Ouest du lac Kivu, Golfe de Kabuno, à la limite du Rist Est Africain dans le Nord Kivu, territoire de Masisi. Cette mine reconnue grâce par sa grande production du minerai de coltan, est développée à partir de l'exploitation souterraine artisanale avec la Société Minière de Bisunzu, SMB. Les problèmes hydrologiques dans cette mine demeurent cependant préoccupants. Chaque année plusieurs cas d'inondation de la mine et des glissements de terrain sont enregistrés occasionnant des pertes en vie humaine. Du point de vue géologique, la mine est constituée par un terrain de soubassement caractérisé par le Kibarien (Mésoproterozoïque) de direction NE-SW qui couvre une grande partie de terrain du Kivu. Le ter-

rain Ruzizien (Paléoproterozoïque, le plus bas) de direction NW-SE (Paléoproterozoïque) est peu représenté. La minéralisation en coltan est exploitée dans les pegmatites. Une forte intrusion granitique (granite du mont Hango) caractérise cette mine. Le sol de cette mine est saturé et son état de contrainte du sol est défini par le tenseur en 2D. La mine est au-dessus d'une nappe peu profonde dont le niveau piézométrique est situé à environ 105 m de profondeur. La porosité est faible car toutes les fissures sont colmatées par les remplissages (argile et granite). Cette porosité est calculée par le volume des vides sur le volume total de la roche. Le coefficient de perméabilité est fonction du fluide avec l'eau comme élément important suivi de la viscosité. Dans cette mine, l'écoulement est unidirectionnel. Pendant les travaux d'exhaure dans la mine, les eaux sont évacuées et rejetées non loin de la limite de la nappe souterraine. Toutes

les quatre heures d'exhaure la mine est toujours inondée. Etant donné que les études sur la répartition des charges hydrauliques, la géométrie et la perméabilité de la nappe n'ont pas encore été approfondies pour des raisons d'ordre technique, il a été évoqué une hypothèse que la cause de noyade régulière de la mine serait la mauvaise orientation des eaux refoulées lors des travaux d'exhaure avec comme conséquence les eaux rejetées à la surface s'infiltrera progressivement et atteignent de nouveau la nappe d'origine. Pour protéger la mine, des travaux d'exhaures sont à envisager en tenant compte du coefficient d'emmagasinement, du débit d'eau et du temps requis pour le fonctionnement du système sans pompage. La suite de travaux consistera à déterminer le dimensionnement de puisard et les installations de circuit d'exhaure dans le but de faire fonctionner le système d'exhaure dans les meilleures conditions.

ALUNGA MBUWA

Le Français Bernard Arnault caracole en tête des personnes les plus riches du monde

Un club en pleine expansion. Au cours de la dernière décennie, la richesse des membres du club a augmenté de 255 %, soit beaucoup plus que la moyenne des milliardaires. La plupart des fortunes étant investies sur les marchés financiers, la valeur de ces actifs varie constamment. C'est ainsi que Bill Gates a brièvement atteint la barre des « cent milliards » en 1999, avant que sa fortune ne soit presque divisée par deux lors de la crise des entreprises technologiques. Personne n'a réussi à battre à nouveau ce record pendant près de deux décennies, même lorsque les marchés gagnaient beaucoup d'argent, juste avant la grande récession de 2008-2009. L'histoire s'est poursuivie jusqu'à ce que Jeff Bezos franchisse à nouveau la barre en 2017, devenant le deuxième membre du club des magnats de 100 milliards de \$US grâce à la hausse spectaculaire de la valeur boursière d'Amazon. Ce n'est qu'en 2021 que Bezos n'est plus seul au sommet, rejoint par Elon Musk, Bernard Arnault et Bill Gates. Aujourd'hui, avec l'essor de la méga-richesse dans le monde, il est de plus en plus courant de rejoindre ce club.

Dans la liste du magazine américain Forbes de l'année dernière, il n'y avait que six personnes dont la fortune dépassait les 100 milliards de \$US. Ce qui est nouveau, c'est que la liste de cette année, publiée le 2 avril 2024, a plus que doublé le nombre de membres de ce club sélect, qui s'élève désormais à 14. Pour se faire une idée de l'ampleur d'une telle fortune, il suffit de considérer le produit intérieur brut, PIB, d'un pays, c'est-à-dire la somme de tous les biens et services qu'il produit en une année. Ainsi, la richesse indivi-



Les quatre hommes les plus riches de la terre, de haut en bas, de g. à dr., le Français Bernard Arnault, les Américains Elon Musk, Larry Ellison, Mark Zuckerberg. DR.



duelle de chacun de ces 14 magnats est supérieure au PIB de pays comme le Panama, l'Uruguay, le Costa Rica ou la Bolivie. Chase Peterson-Withorn, le rédacteur de Forbes, responsable de la liste, a déclaré que l'année écoulée avait été «incroyable» pour les personnes les plus riches du monde. «Même en période d'incertitude financière pour beaucoup, les super-riches continuent de prospérer», a-t-il noté. Forbes a déclaré avoir enregistré un nombre record de 2.781 milliardaires en 2024, soit 141 de plus que l'année précédente et 26 de plus que le précédent record de 2021. Cette élite est plus riche que jamais et a accumulé une richesse de 14.200 milliards de \$US.

► **Bernard Arnault, France**, arrive en tête des magnats du club

le plus exclusif de la planète, avec une valeur nette de 233 milliards de \$US. Pour la deuxième année consécutive, le Français est la personne la plus riche du monde. Sa fortune a augmenté de 10 % en 2023 grâce à une nouvelle année de ventes record pour son conglomérat de luxe, LVMH, qui possède Louis Vuitton, Christian Dior et Sephora.

► Le classement changeant constamment, **Elon Musk, États-Unis** arrive en deuxième position avec 195 milliards de \$US. Il a gagné et perdu le titre de «plus riche du monde» à plusieurs reprises, au gré de la valorisation de ses entreprises, SpaceX, Tesla et le réseau social Twitter débaptisé X.

► **Jeff Bezos, États-Unis**, est le troisième homme avec une valeur nette de 194

milliards de \$US. Bezos s'est enrichi cette année grâce aux excellentes performances boursières d'Amazon.

► **Quatrième sur la liste Mark Zuckerberg, États-Unis**, valeur nette 177 milliards de \$US. Le P-dG de Meta a connu des hauts et des bas. Après que les actions du géant des médias sociaux ont chuté de 75 % par rapport à leur niveau le plus élevé en 2021, leur valeur a presque triplé l'année dernière.

► **Larry Ellison, États-Unis**, à la cinquième position, avec une valeur nette de 141 milliards de \$US. En 2023, les actions de la société technologique Oracle ont augmenté de plus de 30 %, ce qui a fait grimper sa fortune. Bien qu'il se soit retiré de la présidence de la société, Ellison

continue de présider son conseil d'administration, d'en être le directeur technique et d'en être le principal actionnaire.

► **Warren Buffett, États-Unis**, est à la sixième position. Valeur nette : 133 milliards de \$US. Considéré comme l'un des investisseurs les plus prospères de tous les temps, Buffett dirige Berkshire Hathaway, un conglomérat qui possède des dizaines d'entreprises, dont la compagnie d'assurance Geico, le fabricant de piles Duracell et la chaîne de restaurants Dairy Queen. Les actions de Berkshire atteignent des niveaux record, en hausse de 30 % par rapport à l'année dernière.

► **Bill Gates, États-Unis**, vient à la septième position, valeur nette de 128 milliards de \$US. Le cofondateur de Microsoft a été la personne la plus riche du monde pendant 18 des 23 années écoulées entre 1995 et 2017. Malgré sa gigantesque fortune, Gates a reculé dans la liste en raison de

la forte concurrence dans le secteur technologique, d'un divorce qui lui a coûté cher en 2021 et de ses dons à des œuvres caritatives.

► À la huitième position apparaît **Steve Ballmer, États-Unis**, valeur nette : 121 milliards de \$US. L'ancien président de Microsoft a dirigé l'entreprise de 2000 à 2014, après la crise des entreprises technologiques. Après avoir pris sa retraite de Microsoft, Ballmer a acheté l'équipe de basket-ball Los Angeles Clippers, qui a pris de la valeur ces dernières années. Aujourd'hui, elle est la cinquième équipe la plus précieuse de la ligue US, la NBA.

► **Mukesh Ambani, Inde**, à la neuvième position. Valeur nette de 116 milliards de \$US. La fortune d'Ambani s'est considérablement accrue grâce à l'appréciation des actions de son conglomérat, Reliance Industries. La société opère dans les secteurs de la pétrochimie, du pétrole et du gaz, des télécommunications, de la vente au détail et des

services financiers.

► **Larry Page, États-Unis**, dixième place. Valeur nette : 114 milliards de \$US. Cofondateur et membre du conseil d'administration d'Alphabet, la société mère de Google, il reste, avec Sergey Brin, le principal actionnaire du géant technologique.

► **Onzième place, Sergey Brin, Russie/États-Unis**, valeur nette : 110 milliards de \$US. Cofondateur et membre du conseil d'administration d'Alphabet. Brin a démissionné de son poste de président de la société en décembre 2019, mais reste son actionnaire majoritaire aux côtés de Larry Page.

► **Douzième place Michael Bloomberg, États-Unis**, valeur nette : 106 milliards de \$US. Cofondateur de la société d'information financière et de médias Bloomberg LP, il en détient actuellement 88 %. Il a été maire de la ville de New York pendant 12 ans.

► **Treizième : Amancio Ortega, Espagne**, valeur nette : 103 milliards de \$US. Sa fortune a augmenté l'année dernière grâce à une hausse de 43 % des actions de son entreprise de vêtements, Inditex, qui gère la chaîne Zara. Son portefeuille immobilier comprend des propriétés logistiques, résidentielles et de bureaux, principalement en Europe et aux États-Unis.

► **Quatorzième : Carlos Slim, Mexique**, valeur nette : 102 milliards de \$US. L'homme d'affaires a été la personne la plus riche du monde et reste la plus riche d'Amérique latine. Sa fortune s'est accrue l'année dernière grâce à l'appréciation du peso mexicain et à la hausse de 60 % du cours de l'action de son conglomérat industriel, Grupo Carso. Slim et sa famille contrôlent América Móvil, la plus grande entreprise de télécommunications mobiles d'Amérique latine.

La firme Google performe les recherches sur Internet

La géante firme californienne Google a annoncé lors de sa conférence annuelle des développeurs un basculement important dans le fonctionnement de son moteur de recherche qui affichera bientôt en priorité des réponses générées par l'IA, l'Intelligence Artificielle, à la place des liens renvoyant vers les sites Internet. Un basculement qui inquiète les professionnels du secteur.

Les recherches sur Google telles que nous les connaissons vont bientôt changer. Le géant technologique a annoncé mardi 14 mai à l'occasion de sa conférence annuelle Google I/O qu'il allait doper son moteur de recherche à l'intelligence artificielle générative. Le changement le plus important dans l'histoire du «Search Engine» qui archidomine le secteur de la recherche en ligne depuis 1998. Nul doute, c'est «la

plus importante transformation de Google depuis sa création». Cette semaine déjà, les internautes américains verront s'afficher la fonctionnalité «AI Overview» - ou «aperçus d'IA» - directement sous la barre de recherche, reléguant au second plan les listes de liens traditionnelles. Cette section pensée comme une vue d'ensemble des résultats de la recherche proposera des réponses rapides en synthétisant les meilleures sources disponibles sur le Web. Les résumés seront générés par l'intelligence artificielle Gemini de Google. À travers ce changement, Google entend pousser les internautes à passer d'une recherche par mots-clés à une discussion en langage naturel avec son moteur de recherche. «Laissez Google chercher pour vous», résume l'entreprise sur la page de blog publiée sur le sujet mardi soir. En connectant son modèle Gemini à son moteur de recherche, Google peut

désormais traiter des requêtes complexes mêlant plusieurs demandes en une seule question. Par exemple, trouver un cours de yoga qui soit populaire auprès des habitants, idéalement situé pour vos déplacements et qui propose des réductions pour les nouveaux membres. Une recherche qui donnerait lieu à plusieurs requêtes en temps normal.

PLUS D'UN MILLIARD D'INTERNETES.

Google veut toucher plus d'un milliard d'internautes avant la fin de l'année. «Désormais, avec l'IA générative, la recherche peut faire plus que vous ne l'auriez jamais imaginé. Vous pouvez donc demander tout ce qui vous passe par la tête ou tout ce que vous devez faire - de la recherche à la planification en passant par le brainstorming - et Google s'occupera du travail fastidieux», promet Google sur son site. D'après la société, Gemini peut ainsi élaborer un menu de

repas sur plusieurs jours à la demande ou planifier des activités à partir d'informations disponibles dans Gmail, Google Docs et d'autres sources autorisées par l'internaute. À l'avenir, il sera même possible de faire des recherches en utilisant des vidéos comme source. En test depuis un an, cette nouvelle formule sera d'abord déployée aux États-Unis avant d'arriver dans d'autres marchés pour toucher plus d'un milliard de personnes avant la fin de l'année 2024. L'intégration sera progressive. Google a indiqué que les aperçus d'IA ne seront pas proposés pour toutes les recherches, mais seulement pour répondre aux questions les plus complexes. Les recherches les plus simples donneront toujours lieu à l'affiche de résultats sous la forme de liens vers les sites Internet. Le lancement des aperçus d'IA s'inscrit dans la course à la maîtrise de l'intelligence artificielle dans laquelle est engagé

Google face à OpenAI, le créateur de ChatGPT, Microsoft, Meta et d'autres acteurs de la Silicon Valley. Avec les progrès des grands modèles de langage, une nouvelle génération d'assistants virtuels et de moteurs de recherche aspirent à contourner Google dans la recherche en ligne. Sur Facebook, Instagram et WhatsApp par exemple, les utilisateurs peuvent déjà poser des questions à Meta AI, qui va puiser ses résultats dans des sources en ligne. D'après le cabinet d'analyse Gartner, le volume de requêtes adressés aux moteurs de recherche traditionnels baissera d'un quart d'ici 2026 au fil du développement des chatbots et agents d'IA sur le marché. Une menace bien identifiée par Google qui occupe plus de 90% des parts du marché mondial, d'après le cabinet StatCounter. Une menace pour les revenus des sites Internet ? La nouvelle présentation des résultats annonce toutefois des discus-

sions houleuses avec les éditeurs de sites Internet qui voient se profiler avec inquiétude la relégation au second plan des résultats de recherche habituels et le trafic Internet qui en découle. Les résumés AI Overviews tels qu'ils ont été présentés mettront seulement en avant des liens vers une poignée de sources vers lesquelles les internautes pourront cliquer pour approfondir un sujet. Les éditeurs craignent que ces changements ne dissuadent les internautes de consulter les autres liens. Avec d'importantes répercussions sur les revenus issus du référencement, à la base du modèle économique de la majorité des sites Web, à la clé. Google assure qu'il n'entend pas nuire à l'harmonie de l'écosystème mais de nombreuses questions restent en suspens à ce stade. Comment les sites seront-ils rémunérés pour les contenus utilisés pour produire les réponses synthétiques ? Comment la firme compte-t-elle

faire en sorte que les petits éditeurs continuent à créer des contenus s'ils ne sont plus incités à le faire ? Son moteur sera-t-il toujours pertinent si de nombreux sites mettent la clé sous la porte et qu'il ne fait que régurgiter les réponses trouvées sur Reddit, Wikipedia et les plus grands médias ? Les conditions de génération des réponses par l'IA seront-elles transparentes ? Conscient de marcher sur des œufs, Google s'emploie déjà à rassurer. La nouvelle présentation entraînerait «plus de recherches et plus de satisfaction pour les utilisateurs», a assuré Sundar Pichai, le patron de Google. D'après l'entreprise, les internautes finiraient même par «visiter une plus grande diversité de sites Web pour obtenir de l'aide sur des questions plus complexes». «À mesure que nous élargissons cette expérience, nous continuerons à nous concentrer sur l'envoi d'un trafic précieux aux éditeurs et aux créateurs.

Ce que l'homme sera dans mille ans

LIA, l'Intelligence Artificielle aura-t-elle à ce point une enprise sur l'homme qu'elle le marquera à jamais dans 1.000 ou 2.000 ans ? À quoi finalement ressemblera l'espèce humaine dans 1000 ans ? C'est la question que s'est posé un site britannique qui a décidé de faire appel à l'intelligence artificielle pour le savoir.

À la fin du XXème siècle, de nombreuses œuvres de fiction ont imaginé à quoi ressembleraient les années 2000. Certaines d'entre elles pensaient qu'il y aurait des voitures volantes, comme dans Retour vers le futur quand d'autres, plus pessimistes, pensaient que l'IA, l'Intelligence artificielle causerait la perte de l'humanité comme le montre Terminator. Le site



L'IA a-t-elle déraillé et confondu le futur avec le prochain film de science-fiction ? DR.

britannique Unilad a voulu savoir à quoi l'humain des années 3000 ressemblerait. Pour cela, il a fait appel au programme d'IA, Midjourney, afin de réaliser des images de prévisions de ce à quoi nous pourrions ressembler d'ici 1000 ans. Inutile de faire durer le suspense plus longtemps, ces prévisions sont terrifiantes d'un point de vue physique. Nos congénères des années 3000 ressemblent en effet à d'étranges créatures mi-zombies mi-Voldemort, selon l'outil. Comme on peut le voir sur les images générées par l'IA, il semblerait que la mode implique de se couvrir le visage d'un réseau de câbles. Il ne fait aucun doute que la technologie est passée par là. Et comme le film de James Cameron le prédisait, la technologie et l'IA ont finalement eu raison de nous. L'hu-

main de 3000 semble également ne plus avoir de peau, privilégiant à la place une technologie futuriste qui fait froid dans le dos. Midjourney semble convaincue que c'est ce qui attend les générations futures. Est-ce dû à la croissance fulgurante de l'IA et des technologies dans nos sociétés ? Notre addiction à ces outils ? Si ce terrible scénario venait à se réaliser, il reste malgré tout une pointe d'espoir. Parmi les visages générés, Unilad précise qu'il y a des visages normaux au beau milieu de têtes pas franchement sympathiques. L'IA aurait-elle déraillé et confondu le futur avec le prochain film de science-fiction à Hollywood ? Il semble en tous cas qu'elle ait pris en compte les tendances du moment et leurs possibles impacts à long terme sur nos vies.

Le nouveau Land Cruiser 2024 de Toyota



Un SUV différent du dernier Land Cruiser, pour le meilleur et pour le pire qui coûte beaucoup moins cher puisqu'il est plus petit et moins sophistiqué. DR.

Toyota a dévoilé de plus amples informations concernant son futur Land Cruiser 2024. Ce que les amateurs de cette marque doivent savoir à ce stade.

Que sait-on du tout nouveau modèle Land Cruiser 2024 de la firme japonaise Toyota Motor East Japan Inc, siège social se situe à Kurokawa District, Miyagi? Il s'agit d'un SUV différent du dernier Land Cruiser, pour le meilleur et pour le pire. Il s'avère beaucoup moins cher puisqu'il est plus petit et moins sophistiqué.

Mais, il semble moins susceptible de survivre à 30 ans de vie dure dans le Sahara. Pour l'Amérique suburbaine, le nouveau modèle devrait faire l'affaire. Après

tout, il s'agit toujours d'une Toyota...

Plus précisément, il s'agit d'une voiture construite sur la plate-forme omniprésente.

En effet, elle sous-tend également le Tundra, le Tacoma, le futur 4 Runner, les Lexus LX et GX. Le Land Cruiser ressemble un peu au GX. Le Land Cruiser n'est évidemment pas aussi luxueux à l'intérieur, il n'a que cinq places. De plus, il est exclusivement proposé avec un groupe motopropulseur hybride à quatre cylindres turbocompressés. Ce dernier consomme beaucoup moins de carburant que l'ancien Land Cruiser.

LOOK RÉTRO, MAIS MOTEUR HYBRIDE.

Deux variantes existent (plus une première édition limitée) qui se résument essentiellement

à un modèle à l'ancienne, le 1958, et à une version de luxe appelée juste Land Cruiser.

Leur style diffère en termes de technologie et d'aménagement intérieur. En gros, considérez le 1958 comme le tout-terrain le plus dépouillé, et le Land Cruiser, comme le successeur luxueux des millésimes plus récents. Outre les sièges en tissu ou en cuir, chaque modèle est équipé d'un écran tactile de 8 pouces pour le 1958 et de 12,3 pouces pour le Land Cruiser.

Les deux modèles sont équipés d'Apple CarPlay et d'Android Auto sans fil. De plus, Toyota indique qu'ils peuvent recevoir des mises à jour au fur et à mesure leur diffusion. Le modèle 1958 dispose également d'un combiné d'in-

truments numérique flanqué de jauges analogiques, tandis que les autres versions disposent d'un combiné plein écran. Le design du Land Cruiser s'éloigne radicalement de celui du dernier Land Cruiser et reprend des éléments de son histoire antérieure. La carrosserie carrée et la position haute demeurent des caractéristiques intemporelles des véhicules tout-terrain et nous pensons qu'elles conviennent parfaitement au nouveau Land Cruiser.

Toyota a resserré le nouveau modèle de 11 cm et l'a raccourci de 3 cm afin d'améliorer son agilité en tout-terrain, et il paraît nettement plus petit. Cependant, il mesure pratiquement la même taille que le Lexus GX. Contrairement au GX, le Land Cruiser est strictement un véhicule à deux

rangées de sièges et cinq passagers. Cela peut être un problème pour certains, mais si l'on considère l'exiguïté de la troisième rangée du GX. En outre, ce dernier ne dispose quasiment d'aucun espace de chargement lorsqu'il est surélevé.

CONSOMMATION ET PERFORMANCES.

Le Land Cruiser est propulsé par un quatre cylindres en ligne turbo de 2,4 litres et un moteur électrique de 48 chevaux intégré à une boîte de vitesses automatique à huit rapports. La puissance du système culmine à 326 chevaux et 630 Nm de couple transmis par quatre roues motrices permanentes. Le nouveau modèle accuse donc un déficit de 55 chevaux par rapport au précédent. Mais, grâce à la puissance du turbo-

compresseur et du moteur électrique, il gagne 86 Nm de couple. La capacité de remorquage est de 2,7 tonnes, un chiffre décevant, puisque le modèle précédent tractait 3,6 tonnes. La consommation de carburant estimée par l'EPA s'affiche à 11 L/100 km en cycle urbain, 9 l/100 km sur route et 10 L/100 km en cycle mixte. Ce sont loin des chiffres avancés par Toyota lors de l'annonce du constructeur, mais c'est une amélioration par rapport à son prédécesseur. Comme tous les modèles Toyota, on vous donne accès à un assortiment complet de commandes d'aide à la conduite. Ce système comprend l'alerte de collision avant et le freinage d'urgence automatique avec détection des piétons.

On retrouve aussi une assistance au

maintien de la trajectoire, la reconnaissance des panneaux de signalisation et les feux de route automatiques.

De plus, les systèmes d'alerte pour les angles morts et le régulateur de vitesse adaptatif sont également présents. Le Toyota Land Cruiser 2024 devrait être proposé à partir de 53.000 euros. Il existe deux niveaux de finition, plus une première édition spéciale pour les pionniers.

Le 1958 sert de modèle de base, avec un style avant rétro (les phares circulaires le confirment).

Le Land Cruiser, la version supérieure, offre plus de confort, plus de technologies et d'équipements. Sa face avant se montre plus moderne, avec notamment des phares et des feux d'accentuation à LED disposés horizontalement.

international

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Avec des origines javanaises et européennes, le wax s'impose sur le continent

Difficile de ne pas remarquer l'orchestre «Nom de Dieu» sur la route côtière entre Cotonou, la capitale économique du Bénin, et la frontière togolaise... Serrés deux par deux sur trois petites cylindrées pétaradantes, les musiciens transportent comme ils le peuvent grosse caisse, trompette, trombone et caisse claire. Et tous ont enfilé la même tenue : une tunique et un pantalon de coton imprimés de feuilles bleues claquant sur un fond jaune vif. Le groupe dépasse une multitude de zem (pour zemidjan, «emmène-moi vite» en langue fon), le surnom local des motos-taxis, omniprésents.

Le long de cet axe vital, c'est tout le Bénin du Sud qui défile : bourgades collées les unes aux autres, marchés aux étals en bois, ronds-points encombrés, magasins de toutes sortes, massues et maisons cossues... C'est à peine s'il reste de la place pour quelques champs et marécages autour du grand lac Ahémé. En ce samedi, l'équipée jaune et bleue a rendez-vous au cimetière de Comé, entre le lac et la frontière.

Sous le ciel de juin plombé par la saison des pluies, les artistes de Nom de Dieu, arrivés à bon port, vont faire danser l'assistance en hommage au défunt. Car le samedi, au Bénin, c'est le jour des cérémonies : mariages, baptêmes, circoncisions, funérailles, etc. Hommes, femmes, enfants se mettent sur leur trente-et-un et revêtent leurs plus beaux wax.

Du Sénégal au Niger, le wax a conquis l'Afrique de l'Ouest, au point de devenir un emblème de cette région. Chemises, pantalons ou robes sont taillés dans cette étoffe imprimée où toutes les nuances de rouge, vert, orange, jaune, marron, violet,



Comment le wax a conquis l'Afrique au point de devenir un emblème de cette région. DR.

fuchsia, azur, etc., se côtoient, se marient, se superposent et se défient, dans des combinaisons et des motifs d'une variété à faire tourner la tête. Le succès de ce tissu est tel qu'il est aussi source d'inspiration pour les designers et les stylistes, jusqu'aux couturiers les plus célèbres. Mais l'histoire de cette étoffe emblématique dépasse largement les frontières du continent africain.

PUR PRODUIT DE LA MONDIALISATION.

Née aux antipodes, elle est en réalité un pur produit de la mondialisation. Chemises sans col simples avec des broderies rappelant les motifs africains, robes cintrées en imprimés colorés : la marque béninoise Lolo Andoche est une pionnière du prêt-à-porter africain. Dans une rue sablonneuse de Cotonou, sur la table de son bureau installé au premier étage d'un immeuble sans grâce, son propriétaire

et styliste, Charlemagne Andoche Amoussou, a empilé des échantillons de wax de toutes qualités. Comme beaucoup d'Africains de l'Ouest, il emploie plutôt le terme de «pagnes» pour décrire ces tissus. «J'ai commencé à faire des chemises sur le modèle occidental en pagne en 1993, raconte-t-il. Associé à un jean ou à un pantalon, ce textile aux motifs typiquement africains, chaleureux, est une alternative au boubou (longue robe fluide traditionnellement portée dans la région).»

En trois décennies, Lolo Andoche est devenu un grand nom de la planète mode en Afrique et Charlemagne, 52 ans, a été invité vedette de la fashion week togolaise en 2021, ou encore de la Journée mondiale du coton à Genève, en 2019. Ses ateliers de coupe, montage, broderie et finissage sont même aujourd'hui un peu étroits pour ses 135 employés.



Au rez-de-chaussée, les élèves de l'école Lolo Andoche se font d'abord la main avec des «petits pagnes», c'est-à-dire, des pièces de wax fabriquées en Chine ou en Inde, les moins chères du marché. Il faut quelques années de formation et une main sûre pour travailler le «moyen», imprimé en Côte d'Ivoire ou au Ghana. Et, plus encore pour le haut de gamme, produit par l'usine Vlisco... aux Pays-Bas.

Les origines javanaises et européennes du wax Quand on remonte le fil de ses origines jusqu'au milieu du XIXe siècle, on se retrouve en effet à quelque 10.000 kms à vol d'oiseau de Cotonou, à Java, dans l'actuelle Indonésie, qui appartenait alors aux Indes néerlandaises. Sur cette île, les colons hollandais découvrirent le batik, un procédé consistant à dessiner sur le tissu à l'aide de cire (wax en anglais) puis à teindre la toile, avant d'en retirer la

cire à l'eau chaude, laissant apparaître, en réserve, le dessin. Le rendu était somptueux, mais le travail à la main, long et minutieux, rendait le textile extrêmement cher.

Des colons rapportèrent la technique en Hollande vers 1850 et la simplifièrent, faisant appliquer la cire par des machines et non plus à la main, espérant conquérir le marché javanais avec des batiks industriels moins chers. Mais la Compagnie cotonnière de Haarlem, à l'origine de l'aventure, subit un échec commercial retentissant en Indonésie et se mit à chercher d'autres débouchés. Le marché européen paraissant peu compatible avec cette nouveauté, pourquoi pas l'Afrique, via les comptoirs néerlandais installés le long du golfe de Guinée ? La firme hollandaise Vlisco (abréviation de Van Vlissingen and Co), née en 1846 à Helmond, près d'Eindhoven, décida d'adapter les motifs en s'inspirant des

textiles traditionnels africains. Les premiers coupons furent expédiés vers la Côte de l'Or, l'actuel Ghana, dans les années 1890. Succès immédiat. Le tissu, plus fin que les traditionnels, pouvait être travaillé à la machine à coudre, que les missionnaires venaient d'introduire dans le pays.

« Il était à la fois familier, car teinté avec de l'indigo, rappelant esthétiquement les tissus locaux, et exotique en raison de sa provenance européenne, explique Anne Grosfilley, anthropologue spécialiste des tissus africains. Il fut conçu dès l'origine comme un produit de luxe, qui permettait aux élites locales de se distinguer socialement ».

NANAS BENZ AUX AFFAIRES FLORISSANTES.

Deux sociétés européennes se partageaient alors le marché : la néerlandaise Vlisco, qui se taillait la part du lion, et l'anglaise de Manchester ABC, qui tentait de lui faire concurrence, sans jamais toutefois la menacer vraiment. Aujourd'hui, seules trois entreprises utilisent encore la réserve à la cire : la hollandaise Vlisco, la britannique ABC - qui a délocalisé sa production au Ghana - et l'ivoirienne Uniwax. Pour Anne Grosfilley, ce sont précisément les origines javanaises et européennes du wax qui ont permis à cette étoffe de devenir panafricaine : dépourvue de signification sacrée et n'ayant pas d'attache identitaire, elle pouvait appartenir à tout le monde. Dans les années 1950, des commerçantes avisées du marché de Lomé, au Togo, bien avant le créateur béninois de Lolo Andoche, se sont ainsi emparées de ce coton aux couleurs chatoyantes. Pour accrocher la clientèle, elles ont attribué une symbolique et un nom à chaque imprimé créé aux Pays-Bas dans les bureaux de Vlisco. Le motif baptisé « pintade »,

par exemple, parce qu'il fait penser à cet oiseau, conviendrait bien aux femmes qui s'y entendent pour amasser de l'argent - la pintade étant réputée aimer ce qui brille.

L'« hirondelle », au contraire, signale qu'entre les mains de celle qui le porte, l'argent s'envole aussi vite qu'il est venu. Mais par ailleurs, elle est de bon augure pour les fiançailles, puisque l'oiseau « entre dans la maison ». Certains de ces motifs sont incontournables dans le trousseau d'une future épouse, qui doit contenir au moins six pagnes de la meilleure qualité. « On offrira par exemple à sa fille le pagne avec des anneaux, signifiant « tu n'auras pas de rivale, ton mariage sera solide », explique Charlemagne Andoche Amoussou.

Mais aussi un wax arborant des gazelles en train de courir, ou représentant des chevaux cabrés, surnommé « je cours plus vite que ma rivale ». Au Togo, dans les années 1970, le succès des marchandes de wax était tel qu'on les surnomma les «nanas Benz», leurs affaires florissantes leur permettant de s'offrir des voitures de la marque allemande.

Elles ont fait des émules ailleurs, comme au Bénin, même si désormais les affaires sont moins florissantes qu'« alors. Pour Nicole Ogoussan, avoir du wax dans sa penderie est un must. C'est un signe d'aisance matérielle, un capital, comme les bijoux, et aussi une source de fierté. Cette commerçante d'une cinquantaine d'années ouvre les portes de son armoire, dans une maison cossue et joliment arborée d'un quartier résidentiel de Porto-Novo, la capitale du Bénin. Il y a là, soigneusement pliés, des dizaines de wax, sous forme de jupes, robes, chemisiers, foulards, ou de coupons de 6 yards (5,48 m), le gabarit le plus fréquent.



Y aller sans stimulation!

Cinq conseils aux femmes pour atteindre l'orgasme.

« On n'a pas d'orgasme, on apprend à en avoir un, ou plutôt, on apprend à s'autoriser à en avoir un ». Une phrase écrite par Valérie Tasso, sexologue et chercheuse française qui reflète une idée générale. Peu importe que le partenaire d'une femme soit extraordinaire au lit - ou que son sextoy soit à la mode - si elle ne s'autorise pas à ressentir un orgasme. In saisissable pour beaucoup, l'orgasme peut même devenir une obsession inaccessible, quelque chose qui n'existe que dans l'imagination d'une scène érotique intense au cinéma. Des films qui, soit dit en passant, alimentent de nombreux mythes que divers éducateurs sexuels ont tenté de démythifier, comme celui selon lequel l'orgasme ne se produit que par la pénétration (ce qui contraste avec les études qui ont révélé qu'environ 25% seulement des femmes y parviennent de cette manière). En interrogeant des experts sur les moyens d'aider les femmes à avoir des orgasmes, on peut noter qu'il n'existe pas de formules magiques ou de guides rapides mais certains conseils peuvent s'avérer utiles.

► 1. Demandez-vous ce qu'est un orgasme pour vous.

Vous êtes-vous déjà demandé ce qu'était réellement un orgasme pour vous? Cette simple question est essentielle pour atteindre l'orgasme. « Il est important que les femmes se demandent ce que signifie un orgasme pour elles et pourquoi elles veulent en



« On n'a pas d'orgasme, on apprend à en avoir un, ou plutôt, on apprend à s'autoriser à en avoir un ». DR.

avoir un. Beaucoup veulent simplement montrer à leur partenaire qu'elles sont de bonnes amantes, mais cela les bloque et ne les aide pas à se concentrer sur ce qu'elles aiment vraiment », explique Fabiola Trejo, spécialiste mexicaine du plaisir sexuel. Le problème de l'orgasme est généralement lié à des idées préétablies dans la tête, au «devrait être» et à «l'idée pornographique» que beaucoup de femmes se font du plaisir sexuel. « Il y a beaucoup de femmes qui ont des orgasmes et qui ne s'en rendent pas compte parce que cela ne ressemble pas à ce qu'on leur a dit. La première étape consiste donc à comprendre ce qu'est un orgasme et comment mon propre corps a des orgasmes, même s'ils ne ressemblent pas à ce qu'on m'a dit qu'ils devaient être », dit-elle. Trinidad Forttes, psychologue chilienne spécialisée dans la sexualité, partage cet avis. « Nous devons déconstruire nos idées préconçues, les stéréotypes de genre qui peuvent affecter

notre plaisir sexuel (...). Nous devons nous demander ce qu'est le plaisir pour moi, ce qu'est l'orgasme, ce qu'est la sexualité. C'est ainsi que nous pourrions construire notre propre sexualité ».

► 2. Explorer et connaître son corps.

Il faut avoir une bonne connaissance de son propre corps. « Et, en particulier, de notre vulve », explique Fabiola Trejo. « Il s'agit d'une étape fondamentale pour les femmes afin de comprendre comment fonctionne notre processus de plaisir. Et il ne s'agit pas seulement de le voir dans un miroir, mais de le toucher, de le masser pour éveiller les sensations et les identifier ». De nombreuses femmes ne savent pas où se trouve leur clitoris et qu'elles ne se sont jamais masturbées, ce qui génère une «déconnexion avec le corps». Pour sa part, Trinidad Forttes affirme que « dès notre plus jeune âge, on nous dit qu'il est interdit de nous toucher et le résultat est

qu'aujourd'hui nous avons des femmes qui ne connaissent pas leur corps ». « Des femmes qui ne connaissent pas leurs organes génitaux, leurs lèvres intérieures et extérieures, leur clitoris, etc. C'est pourquoi j'encourage l'auto-exploration, qui favorise la connaissance de soi, augmente l'érotisme et le désir sexuel (...). L'auto-exploration est une activité sexuelle normale et saine qui joue un rôle clé dans le développement d'une sexualité saine ». La sexologue espagnole Raquel Graña, fondatrice d'Íntimas Conexiones, affirme qu'il est également important de se connaître soi-même dans le sens d'une connexion avec son corps. « Parfois, nous le forçons, nous voulons qu'il agisse de la même manière tous les jours, alors que les femmes sont très cycliques. Nous avons des phases d'ovulation, de pré-ovulation, de menstruation et de pré-menstruation. Il est donc important de se connaître soi-même », explique-t-elle.

► 3. Lors d'un rapport sexuel, stimulez votre clitoris.

Les spécialistes s'accordent à dire qu'il n'existe pas de position unique qui aide les femmes à atteindre l'orgasme. L'essentiel, selon eux, est de stimuler le clitoris par des pressions et des tensions. « Il faut comprendre que ce n'est pas la position qui compte, mais la stimulation du clitoris. Il y a différentes façons de connaître l'orgasme, mais si nous allons à la base, pour être le plus efficace possible, il faut froter », explique Fabiola Trejo. « Les hommes atteignent l'orgasme en frottant leur pénis avec leurs mains ou par la pénétration. La différence est que pour les femmes, les pratiques prédominantes dans la rencontre sexuelle se concentrent sur la pénétration vaginale. Et, dans la plupart des cas, il n'est pas possible d'avoir un orgasme par la pénétration vaginale car le clitoris n'est pas stimulé. C'est comme si on demandait aux hommes d'avoir un orgasme sans jamais toucher leur pénis ».

Cela dit, l'éducatrice sexuelle affirme qu'il existe des positions qui facilitent le frottement du clitoris, comme le fait d'être sur le dessus. Raquel Graña est du même avis. « En ce qui concerne les rapports sexuels, l'idéal est que la femme domine le mouvement. Le mieux est qu'elle soit sur le dessus, légèrement penchée en avant », dit-elle. Quoi qu'il en soit, les experts s'accordent à dire que le plaisir ne doit pas se concentrer uniquement sur la pénétration. « Il faut retirer le rapport sexuel du centre d'une rencontre sexuelle, il y a bien plus que cela », affirme Trinidad Forttes.

► 4. Utilisez des lubrifiants et respirez.

Selon Fabiola Trejo, l'utilisation de lubrifiants est « fondamentale » pour atteindre l'orgasme. « Il faut toujours utiliser du lubrifiant, même si vous pensez ne pas en avoir besoin parce que vous êtes mouillée. C'est important parce que cela rend les sensations plus sub-

tiles et plus variées », explique-t-elle. « Imaginez que vous vous fassiez masser et que l'on ne vous mette pas d'huile sur le dos. Ce ne sera pas doux, vous ne sentirez pas toutes les caresses, c'est pourquoi c'est essentiel ». L'expert en plaisir sexuel précise que la respiration est également très importante. « La respiration va donner le rythme de l'orgasme ».

C'est pourquoi, au lieu de dire « concentrez-vous », je dis « respirez », explique-t-elle. Les spécialistes ont des avis différents sur l'utilisation des jouets sexuels. Raquel Graña affirme que chaque personne est libre d'expérimenter ce qu'elle veut. Fabiola Trejo met en garde contre le fait que, bien qu'ils soient un outil efficace pour atteindre l'orgasme, il est important de préciser qu'ils ne sont pas la « seule » option. « Nous devons diversifier les formes de stimulation, c'est-à-dire avoir des options, un buffet. Idéalement, les femmes devraient pouvoir avoir un orgasme avec leurs mains, avec un jouet, avec la stimulation de leur partenaire et de bien d'autres façons », dit-elle.

► 5. Entraînez-vous et communiquez avec votre partenaire.

Enfin, les experts affirment que rien de ce qui précède ne sera efficace s'il n'est pas pratiqué régulièrement. « Si une femme lit cet article et s'apprête à le faire avec son partenaire, il est peu probable qu'elle y parvienne. Avoir un orgasme demande de la pratique, de la constance. Tout comme il est important de connaître son corps, il est également fondamental de l'entraîner », explique Fabiola Trejo. Vous en savez tout.

Le nouveau ministre russe de la Défense est un « défenseur intransigeant de l'État »

Le technocrate considéré comme un proche de Vladimir Poutine défend depuis plus de vingt ans la nécessité pour l'État russe de diriger son économie, loin de l'ultralibéralisme qui a eu cours après la chute de l'URSS. Il succède à Sergueï Choïgou, limogé dimanche. Longtemps, en dépit des échecs de la Russie sur le terrain ukrainien, on a présenté Sergueï Choïgou, indéboulonnable ministre russe de la Défense, comme un très proche de Vladimir Poutine. Mais alors que l'armée russe engrange des succès ces dernières semaines, coup de théâtre : le président russe le limoge pour le remplacer par un civil, Andreï Belousov.

C'est donc son ancien allié Sergueï Choïgou que le maître du Kremlin a renvoyé du ministère de la Défense. Cet homme de 68 ans occupait ce poste depuis 2012 et a été nommé chef du Conseil de sécurité russe.

Des documents publiés par la chambre haute du parlement russe indiquaient que Choïgou sera remplacé par le vice-Premier ministre Andreï Belousov. Shoïgu a joué un rôle clé dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Des documents du gouvernement russe montraient que Poutine souhaitait que Choïgou remplace Nikolaï Patrouchev au sein du puissant Conseil de sécurité. On ne sait pas encore quelle sera la nouvelle position de Patrushev.

Le président Poutine entretient des liens étroits avec Shoïgu, l'emmenant souvent en voyage de pêche dans sa Sibérie natale. En fait, il s'est vu confier le portefeuille de la Défense alors qu'il n'avait aucune expérience militaire, ce qui a irrité certains de ses



Ci-haut, Vladimir Poutine et Sergueï Choïgou allaient pêcher ensemble à des époques moins difficiles du pays. Ci-bas, le nouveau ministre de la Défense Andreï Belousov qui a soutenu l'annexion de la Crimée. DR.

officiers supérieurs. Shoïgu, ingénieur civil de profession, s'est fait connaître à la tête du ministère des Urgences et des Secours en cas de catastrophe dans les années 1990.

Il a souvent semblé dépassé par ses responsabilités en tant que ministre de la Défense, en particulier après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie il y a plus de deux ans, explique Danny Aeberhard, selon un analyste.

UN ÉCONOMISTE DE LA DÉFENSE.

En 2023, Choïgou s'est trouvé mêlé à un différend public avec le chef mercenaire de Wagner, Eugène Prigoïne, au sujet de la conduite de la guerre par la Russie. Prigoïne, qui a mené une brève mutinerie contre Moscou, a accusé Choïgou d'être un « déchet » et un « vieux clown » dans des messages audio devenus viraux. Le chef mercenaire est décédé dans un accident d'avion alors qu'il effectuait un vol entre Saint-Petersbourg et Moscou en août 2023. Le Kremlin a nié sa responsabilité. Le remplaçant proposé par Choïgou, Belousov, est un



économiste avec peu d'expérience militaire et surprendra certains. Mais d'autres analystes estiment que cette décision indique que le président Poutine tente d'aligner plus étroitement l'économie russe sur l'effort de guerre.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré que la proposition de nomination civile montrait que le rôle du ministre de la Défense exigeait « de l'innovation ». Il a affirmé que la Russie ressemblait davantage à l'Union

soviétique au milieu des années 1980, lorsqu'une proportion élevée du PIB était allouée aux dépenses militaires. En conséquence, il est nécessaire de garantir que les dépenses militaires soient mieux intégrées dans l'économie globale

de la Russie, a-t-il ajouté. « Celui qui sera le plus ouvert à l'innovation sera celui qui sortira vainqueur sur le champ de bataille », a-t-il déclaré. Selon un journaliste basé en Russie, Steve Rosenberg, a déclaré que le remplacement de Shoïgu n'était pas une surprise dans la mesure où sa position s'était affaiblie et que l'on parlait depuis un certain temps de la possibilité qu'il pourrait perdre son emploi. La campagne russe en Ukraine a été marquée par des revers militaires et de lourdes pertes en hommes et en matériel. Le fait d'avoir un économiste comme ministre de la Défense reflète l'évolution des priorités

du Kremlin, estime Steve Rosenberg. L'économie russe est désormais sur le pied de guerre. Il est donc vital que le ministère de la Défense dispose de suffisamment d'argent pour financer la guerre. Selon des responsables gouvernementaux anonymes cités par le site indépendant russe The Bell, Belousov est considéré comme un « défenseur intransigeant de l'État, qui estime que la Russie est entourée d'ennemis ». Comme le président Poutine, il est proche de l'Église orthodoxe russe. On dit qu'il est un passionné d'arts martiaux, comme le président Poutine, qui a pratiqué le karaté et le sport de combat russe sambo dans sa jeunesse.

Avant de devenir vice-Premier ministre, il a travaillé plusieurs années comme assistant de Poutine. Avant cela, il était ministre du Développement économique. Il aurait été le seul membre de l'entourage économique du président à soutenir l'annexion de la Crimée en 2014.

Poutine a prêté serment comme président pour la cinquième fois après avoir remporté les récentes élections russes avec 87 % des voix et sans affronter aucun adversaire crédible. Il dirige la Russie depuis mai 2000. Parmi les membres du cabinet qui conserveront leur poste se trouve le vétéran ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international

SINCE 1989

Joe l'invite au combat, Trump relève le gant

Après s'être provoqués par réseaux sociaux interposés, les deux candidats se sont mis d'accord pour débattre deux fois, le 27 juin et le 10 septembre.

Des débats très attendus tant l'hostilité entre les deux hommes est forte. Deux temps forts annoncés dans une campagne présidentielle tendue à l'extrême : les 27 juin et 10 septembre prochains, Joe Biden et Donald Trump auront l'occasion de débattre. CNN organisera et diffusera le débat de juin, à Atlanta en Géorgie, sans public - une formule qui a la préférence de Joe Biden. La chaîne concurrente ABC News accueillera celui de septembre. Les deux candidats se sont mis d'accord sur ces modalités à l'issue de plusieurs heures d'invectives par réseaux sociaux et médias interposés. Joe Biden a été le premier à dégainer. « Aujourd'hui, il dit qu'il veut à nouveau débattre contre moi. Dans ce cas, fais-moi plaisir, mon gars. Je le ferai même deux fois », a lancé le démocrate de 81 ans à son adversaire, dans un message vidéo offensif. Le démocrate s'est voulu franchement moqueur : « Choisissons les dates Donald. J'ai entendu dire que tu étais libre le mercredi ».

L'actuel président américain faisant référence au seul jour de relâche hebdomadaire dans le procès pénal visant son prédécesseur. Procès qui devrait toutefois s'achever avant le 27 juin, qui est un jeudi. Son adversaire républicain qui réclamait depuis longtemps un duel télévisé, a immédiatement relevé le gant, en qualifiant son adversaire de « plus mauvais débattre » qu'il ait jamais rencontré. « Dis-moi quand, je serai là. C'est parti pour la bagarre !!! », a-t-il publié sur son réseau Truth Social. « Je suggère fortement de faire plus de deux débats », a encore déclaré le milliardaire républicain en jugeant que le duel, « pour que ce soit plus excitant », devrait se tenir dans « une très grande salle, même s'il paraît que Biden a peur des foules ». Les débats présidentiels sont toujours des temps forts d'une campagne américaine. Ils se-



À dr., Joe Biden. À g., Donald Trump. Les deux hommes prêts pour le match retour. DR.

ront particulièrement attendus cette année, tant est forte l'hostilité entre les deux hommes. Ces duels seront aussi un test de la vivacité et de l'endurance intellectuelle des candidats, les plus âgés à n'avoir jamais brigué la Maison-Blanche. Les Républicains ne cessent d'attaquer Joe Biden sur ses moments de confusion et ses gaffes, alors que les Démocrates dénoncent les sorties parfois totalement incohérentes de Donald Trump. Reste la campagne elle-même pleine d'invectives. Depuis le Texas ou la Géorgie, les deux hommes n'ont pas retenu leurs coups contre leur adversaire à la présidentielle. Trump a de nouveau qualifié Biden d'« escroc » samedi 18 mai au Texas, dans la ville de Dallas, devant les partisans des armes à feu, au moment où l'actuel président taxait son rival républicain de « dérangé », depuis la Géorgie. Entre deux audiences à son procès pénal à New York, l'ancien président des États-Unis Donald Trump (2017-2021), et candidat des républicains, faisait campagne devant les plus fervents partisans du droit à posséder des armes à feu, consacré par le IIème amendement de la Constitution américaine. En déplacement à Dallas, l'ancien président a reçu le soutien de la NRA, la National Rifle Association lors de sa réunion

annuelle, puissant lobby avec qui le milliardaire républicain de 77 ans entretient des relations privilégiées. La NRA lui a versé des dizaines de millions de \$US pour sa campagne victorieuse en 2016.

« TU ES VIRÉ, BARRE-TOI JOE ! »
Devant des milliers de membres de l'organisation, Donald Trump a déclaré que Biden était « de loin le pire président dans l'histoire de notre pays » et « d'une connerie sans nom ». « Tu es viré, barre-toi Joe ! », a-t-il lancé sous les rires de l'assistance, leur affirmant que Joe Biden allait s'en prendre à leurs armes à feu. Il l'a qualifié de « Jo l'escroc », son épithète favori pour parler du président, estimant qu'il est une « menace pour la démocratie ». L'actuel président américain démocrate Joe Biden se trouvait, lui, en Géorgie (sud-est), État qu'il a remporté de justesse en 2020, notamment pour faire campagne auprès des électeurs afro-américains. « Mon opposant n'est pas un bon perdant. Mais c'est un perdant », a dit Joe Biden, en campagne dans un restaurant de cet État, à Atlanta, ajoutant que « notre démocratie est réellement en danger ». Vendredi, dans le Minnesota (nord), Donald Trump a réaffirmé sa théorie, qui reste à

prouver, selon laquelle l'élection présidentielle de 2020, remportée par son rival Joe Biden, a été truquée. Le démocrate a réagi samedi, déclarant que son adversaire « n'est pas seulement obsédé par sa défaite de 2020. Il est clairement dérangé ». « Nous ne pouvons pas laisser cet homme devenir président. L'avenir de nos enfants est en jeu », a déclaré Joe Biden au public réuni à Mary Mac's Tea Room, un restaurant de la communauté noire d'Atlanta. Dimanche 19 mai, Joe Biden était attendu devant des étudiants de Morehouse College, une célèbre université de la communauté afro-américaine où a étudié le héros des droits civiques Martin Luther King. Donald Trump a d'ores et déjà promis que s'il revenait au pouvoir, il détricoterait les mesures de régulation des armes à feu mises en place durant son mandat par l'actuel président Joe Biden, et qui sont jugées timides par les partisans d'un contrôle plus strict. Tandis que Joe Biden promet d'agir pour interdire les fusils semi-automatiques, utilisés lors des tueries les plus meurtrières, Donald Trump promet le statu quo et se veut le candidat des propriétaires d'armes à feu. « Les démocrates veulent leur prendre leurs armes, et ils les prendront », a-t-il assuré vendredi dans le Minnesota.

« Le président Biden et moi-même continuerons à affronter le lobby des armes à feu pour assurer la sécurité des Américains, tandis que Donald Trump continuera à sacrifier la sécurité de nos enfants et de nos communautés pour satisfaire ses intérêts particuliers », lui a répondu la vice-présidente Kamala Harris, dans une déclaration samedi. Les États-Unis comptent davantage d'armes individuelles en circulation que d'habitants, une prolifération qui a pour conséquence un taux très élevé de décès par arme à feu aux États-Unis, sans comparaison avec celui des autres pays développés. Environ 49.000 personnes sont mortes par balle en 2021, contre 45.000 en 2020.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger propriété de FINANCE PRESS GROUP en abrégé FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
Radio Télé Action
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux.
Belgique. Trends. Trends, Tendances.
Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2024 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.